



Commissariat aux comptes

Arnaud BERNARD – Adrien MOLEND – Damien VALLEE

www.slgexpertise.fr – accueil@slgexpertise.fr

ASSOCIATION ACIS FRANCE

Siège social : Centre Vauban
199-201, rue Colbert, 59000 - LILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS *Exercice clos le 31 décembre 2023*

Aux membres de l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ACIS FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association ACIS FRANCE à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation :

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point D. de l'annexe concernant les changements de méthode comptable initiés par l'entité pour l'exercice en cours. Ces modifications portent sur les points suivants :

- Les valeurs des disponibilités à l'actif ou au passif sont comptabilisées selon les soldes réels bancaires de chaque établissement au 31/12, sans recourir à la compensation à l'actif du bilan.
- Les intérêts courus non échus des obligataires sont comptabilisés au prorata de l'exercice.
- Les produits de placements achetés à une valeur différente de leur valeur nominale sont comptabilisés directement en produits financiers.
- La provision pour congés payés prend désormais en compte l'évolution de la réglementation sur le maintien des droits pour les personnes en arrêt maladie.
- La valorisation des provisions pour indemnités de fin de carrière a été ajustée à la suite de l'introduction de la méthode actuarielle.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice. Celles-ci concernent :

- L'évolution du périmètre des activités sociales et médico-sociales à l'ensemble des activités de l'association avec le rattachement du fonds de solidarité au siège social habilité
- La présentation du compte de résultat en conformité avec le règlement ANC 2019-04
- La présentation du bilan et du compte de résultat pro-forma 2022 en conséquence ainsi que le tableau de variation des fonds propres et la détermination du résultat effectif sous gestion contrôlée en annexe.
- La présentation du détail des fonds dédiés dans l'annexe en conformité avec les règlements ANC 2018-06 et 2019-04.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association ACIS FRANCE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Marcq-en-Barœul
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES
SLG EXPERTISE

Signé électroniquement le 23/06/2024 par
Arnaud Bernard

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' followed by a horizontal line with a small upward tick at the end.

Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan

ACIS FRANCE

ACTIF	Arrêté au 31/12/2023 Durée 12 mois			31/12/2022 12 mois
	BRUT	AMORT/PROV	NET	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement	1 237 978,56	- 1 123 406,54	114 572,02	229 144,03
Frais de recherche et de développement	9 099,00	- 379,13	8 719,87	-
Donations temporaires d'usufruit			-	-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	206 334,14	- 121 650,40	84 683,74	31 287,61
Immobilisations incorporelles en cours			-	-
Avances et acomptes			-	-
Immobilisations Corporelles				
Terrains	6 992 601,92		6 992 601,92	6 992 601,92
Constructions	146 203 754,55	- 83 614 675,77	62 589 078,78	66 750 886,63
Installations techniques matériel et outillage industriels	29 189 776,48	- 19 332 128,55	9 857 647,93	7 980 404,28
Autres immobilisations corporelles			-	-
Immobilisations corporelles en cours	13 578 744,40		13 578 744,40	7 553 319,82
Avance et acomptes			-	-
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			-	-
Immobilisations Financières			-	-
Participations et Créances rattachées			-	-
Autres titres immobilisés	1 233 151,50		1 233 151,50	1 233 151,50
Prêts	1 466 453,86		1 466 453,86	1 335 995,86
Autres	3 126,00		3 126,00	3 126,00
TOTAL I	200 121 020,41	- 104 192 240,39	95 928 780,02	92 109 917,65
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours	444 375,30		444 375,30	495 393,42
Avances et acomptes versées sur commandes	111 603,49		111 603,49	-
Créances			-	-
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 339 404,17	- 278 812,11	3 060 592,06	2 058 436,50
Créances reçues par legs ou donations			-	-
Autres	7 598 014,93		7 598 014,93	989 988,86
Valeurs mobilières de placement	63 465 464,77	- 3 450 152,00	60 015 312,77	53 149 499,60
Instruments de trésorerie			-	-
Disponibilités	19 056 809,70		19 056 809,70	17 903 562,48
Charges constatées d'avance	532 375,00		532 375,00	605 184,58
TOTAL II	94 548 047,36	- 3 728 964,11	90 819 083,25	75 202 065,44
Frais d'émission des emprunts (III)			-	-
Primes de remboursement des emprunts (IV)			-	-
Ecarts de conversion Actif (V)			-	-
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	294 669 067,77	- 107 921 204,50	186 747 863,27	167 311 983,09

Bilan

ACIS FRANCE

PASSIF	Arrêté au 31/12/2023 Durée 12 mois	31/12/2022 12 mois
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	28 076 309,73	28 076 309,73
Fonds propres complémentaires	550 611,05	550 611,05
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation	3 203 661,63	3 203 661,63
Réserves		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	32 091 980,97	28 575 967,43
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	32 091 980,97	28 563 336,28
Autres	7 397 318,79	11 842 415,20
Report à nouveau	3 665 649,70	6 384 135,93
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	3 665 649,70	3 743 221,40
Excédent ou déficit de l'exercice	3 976 883,76	- 3 647 569,10
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	3 976 883,76	- 3 519 751,28
Situation nette (sous-total)	78 962 415,63	74 985 531,87
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	14 475 951,90	10 532 664,10
Provisions réglementées		
TOTAL I	93 438 367,53	85 518 195,97
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	7 666 431,19	7 292 326,87
TOTAL II	7 666 431,19	7 292 326,87
PROVISIONS		
Provisions pour risques	674 615,84	293 303,18
Provisions pour charges	889 982,31	788 490,18
TOTAL III	1 564 598,15	1 081 793,36
DETTES		
Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	66 310 232,51	58 463 031,91
Emprunts et dettes financières diverses	2 392 686,77	2 428 861,57
Avances et acompte sur commandes	318 533,30	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 016 807,91	2 626 026,39
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	10 878 365,42	9 003 920,61
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés	990 281,21	399 785,86
Autres dettes	147 750,30	457 791,77
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	23 808,98	40 248,78
TOTAL IV	84 078 466,40	73 419 666,89
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	186 747 863,27	167 311 983,09

Compte de résultat

ACIS FRANCE

	Arrêté au : 31/12/2023		31/12/2022		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Cotisations						
Ventes de biens			1 714,90		- 1 714,90	
dont ventes de biens en nature					-	
Ventes de prestations de service	1 447 765,58		873 965,19		573 800,39	
dont vente de prest. activités sociale et médico-sociales	1 447 765,58				1 447 765,58	
dont parrainages					-	
Ventes de biens et services	1 447 765,58		875 680,09		572 085,49	
Concours publics et subventions d' exploitation	77 756 753,67		75 165 290,58		2 591 463,09	
dont contributions fin. Des autorités de tarif des ESMS	47 088 447,52				47 088 447,52	
Subventions d'exploitation	20 209,24				20 209,24	
Versements fondateurs ou consommations dotation consommable					-	
Dons manuels					-	
Mécénats					-	
Legs, donations et assurances-vie					-	
Ressources liées à la générosité du public					-	
Contributions financières					-	
Produits de tiers financeurs	77 776 962,91		75 165 290,58		2 611 672,33	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	378 079,24		657 488,74		- 279 409,50	
Utilisation des fonds dédiés	337 175,68		409 939,01		- 72 763,33	
Autres produits	2 099 132,85		1 778 171,06		320 961,79	
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	82 039 116,26		78 886 569,48		3 152 546,78	
CHARGES D'EXPLOITATION						
Achats de marchandises	5 073 977,22		4 904 206,64		169 770,58	
Variation de stocks	57 176,59		- 121 049,50		178 226,09	
Autres achats et charges externes	10 619 332,87		9 476 428,61		1 142 904,26	
Impôts, taxes et versements assimilés	5 467 075,43		5 323 357,97		143 717,46	
Salaires et traitements	36 375 855,76		35 867 224,35		508 631,41	
Charges sociales	15 510 611,65		15 230 509,09		280 102,56	
Dotations aux amortissements	6 086 232,81		6 525 974,15		- 439 741,34	
Autres charges	135 165,06		84 728,62		50 436,44	
Dotations aux provisions	687 967,00				687 967,00	
Reports en fonds dédiés	711 280,00		499 730,26		211 549,74	
Aides financières					-	
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	80 724 674,39		77 791 110,19		2 933 564,20	
1- RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	1 314 441,87		1 095 459,29		218 982,58	
PRODUITS FINANCIERS						
Produits financiers de participations					-	
Autres valeurs mobilières, créances de l'actif immobilisé	2 125 208,72		1 260 312,98		864 895,74	
Autres intérêts et produits assimilés	17 949,69				17 949,69	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	1 805 202,00				1 805 202,00	
Différences positives de change					-	
Produits net sur cessions des valeurs mobilières de placements					-	
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III	3 948 360,41		1 260 312,98		2 688 047,43	
CHARGES FINANCIÈRES						
Dotations aux amortissements, au dépréciations et aux provisions			5 255 354,00		- 5 255 354,00	
Intérêts et charges assimilées	1 712 412,51		1 365 141,10		347 271,41	
Différences négatives de change					-	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					-	
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV	1 712 412,51		6 620 495,10		- 4 908 082,59	
2- RESULTATS FINANCIERS (III - IV)	2 235 947,90		- 5 360 182,12		7 596 130,02	
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	3 550 389,77		- 4 264 722,83		7 815 112,60	

PRODUITS EXCEPTIONNELS					-	
Sur opérations de gestion	42 589,72		196 814,61		-	154 224,89
Sur opérations en capital			641 737,63		-	641 737,63
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	634 678,78		24 649,19			610 029,59
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V	677 268,50		863 201,43		-	185 932,93
Charges exceptionnelles					-	
Sur opérations de gestion	1 351,33		109 158,37		-	107 807,04
Sur opérations en capital	31 516,34		729,42			30 786,92
Dotation aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						-
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI	32 867,67		109 887,79		-	77 020,12
4- RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	644 400,83		753 313,64		-	108 912,81
PARTICIPATION DES SALAIRES VII						-
IMPOTS SUR LES BENEFICES VIII	217 906,84		136 159,91			81 746,93
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	86 664 745,17		81 010 083,89			5 654 661,28
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	82 687 861,41		84 657 652,99		-	1 969 791,58
EXEDENT ou DEFICIT	3 976 883,76		- 3 647 569,10			7 624 452,86

			-			
Le résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	3 976 883,76		-			3 976 883,76

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Contributions produits						
Dons en nature						
Prestations en nature			1 620,00		-	1 620,00
Bénévolat			75 223,25		-	75 223,25
CONTRIBUTIONS PRODUITS			76 843,25		-	76 843,25
Contributions charges						-
Secours en nature						-
Mises à disposition gratuite de biens et services			1 620,00		-	1 620,00
Prestations en nature						-
Personnel bénévole			75 223,25		-	75 223,25
CONTRIBUTIONS CHARGES			76 843,25		-	76 843,25



Annexe des comptes 2023

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

	Page
1° Informations générales et faits significatifs de l'exercice	5
A) Description de l'objet social de l'ACIS-France	5
B) Description de la nature du périmètre	6
C) Description des établissements de l'ACIS-France	7
1. La Maison des Augustines à Pont-de-Beauvoisin	7
2. Notre-Dame de France à Abbeville	8
3. Jean XXIII à Montferrand-le-Château	9
4. Le Prieuré à Pontchâteau	10
5. La Providence à La Flèche	11
6. La Compassion à Saint Firmin	12
7. Saint Vincent de Paul à Yvré l'Evêque	13
8. Les Fassoles à Talant	14
9. Centre Desfontaines à Quincy-sous-Sénart	15
10. Centre Claudine Echernier à Chavanod	16
11. Beau Site à Haroué	17
12. Saint Joseph à Etampes	18
13. Saint Joseph à Créhen	19
14. EHPAD Abbé Charron à Chéroy	20
15. EHPAD de Blon à Vaudry	21
16. Maison des Augustines à Meaux	22
17. Foyer du Col du Frêne à Saint Pierre d'Albigny	23
18. Siège social de l'ACIS-France	24
D) Evaluation de l'action de l'ACIS-France	27
E) Faits marquants de l'exercice	28
2° Principe et méthodes comptables	32
A) Règlements comptables utilisés, hypothèses retenues et principes généraux appliqués	32
B) Règles d'évaluation comptable	32
B.1. Immobilisations incorporelles	33
B.2. Immobilisations corporelles	33
B.3. Immobilisations financières	36
B.4. Stocks et commandes en cours d'exécution	36
B.5. Créances d'exploitation	37
B.6. Placements de trésorerie	37
B.7. Valeurs disponibles	38
B.8. Comptes de régularisation de l'actif	38

B.9. Fonds associatifs	38
B.10. Ecart de réévaluation	38
B.11. Réserves	39
B.12. Résultat et affectation du résultat	39
B.13. Subventions	40
B.14. Provisions pour risques et charges	41
B.15. Dettes financières	42
B.16. Autres dettes	42
B.17. Comptes de régularisation du passif	42
B.18. Charges et produits exceptionnels	43
C. Mention des changements de réglementation comptable	43
D. Mention des changements de méthode comptable à l'initiative de l'entité	43
D.1. Valorisation des valeurs disponibles	43
D.2. Comptabilisation des intérêts courus non échus des obligataires	43
D.3. Achat de produit de trésorerie à une valeur différente de la valeur nominale..	43
D.4. Provisions congés payés	44
D.5. Provisions indemnités de fin de carrière	44
D.6. Fonds de solidarité	44
D.7. Capitaux propres	44
D.8. Perspectives pour les comptes 2024	45
E. Informations sur les postes de l'actif	45
E.1. Immobilisations	45
E.2. Amortissements	46
E.3. Stocks	47
E.4. Créances	48
E.5. Valeurs mobilières de placement	48
E.6. Disponibilités	49
E.7. Autres informations	50
F. Informations sur les postes de passif	51
F.1. Information sur les fonds propres	51
F.2. Information sur les fonds dédiés	52
F.3. Les subventions d'investissement	57
F.4. Les provisions pour risques et charges	60
F.5. Les provisions pour indemnités de fin de carrière	61
F.6. Dettes financières	61
F.7. Dettes fournisseurs	64
F.8. Dettes fiscales et sociales	64
F.9. Autres éléments du passif	64
G. Informations sur les postes du compte de résultat.....	65
G.1. Cotisation	65
G.2. Concours publics et subventions	65
G.3. Chiffre d'Affaires	65

G.4. Contribution volontaire en nature	65
G.5. Mise à disposition gratuites de biens	66
G.6. Transfert à un autre projet des ressources dédiées à un projet défini, non totalement utilisées	66
G.7. Autres informations	66
G.8. Transfert de charges	67
H. Autres informations.....	67
H.1. Transactions avec les contreparties	67
H.2. Les honoraires du Commissaire aux comptes	67
H.3. Informations sur les opérations et engagements envers les dirigeants	67
H.4. Engagements en matière de pensions et indemnités assimilées	67
H.5. Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés et avantages en nature alloués	68
H.6. Opérations non inscrites au bilan – informations hors bilan	68
H.7. Effectifs	68
I. Informations spécifiques pour les activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.....	68
J. Bilan et compte de résultat proforma.....	68

1° Informations générales et faits significatifs de l'exercice

A) Description de l'objet social de l'ACIS-France

C'est dans un but de continuité et de qualité que l'ACIS-France a repris ou créé au fil du temps, 16 EHPAD (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes) et un foyer de vie pour personnes handicapées vieillissantes.

L'objectif de l'ACIS-France demeure la **continuation des œuvres des congrégations** qui se traduit concrètement par **le développement qualitatif et la pérennisation des institutions reprises**, et ce dans le cadre d'un équilibre financier.

La priorité se porte d'abord sur **les institutions existantes** et sur le développement d'une large offre de services répondant aux besoins actuels et futurs des personnes accueillies.

Le second axe de développement passe par la reprise d'institutions que l'ACIS-France estime pouvoir rendre structurellement viables et donc pérennes.

Il n'existe cependant aucune volonté de démarchage, ni aucun objectif quantitatif de reprise.

In fine, l'ACIS-France offre au plus grand nombre, des services médico-sociaux de qualité dans le cadre des valeurs de respect de la personne humaine, de progrès social et de solidarité qui est traduit dans notre slogan :

« Ensemble au service de l'humain ! »

Les choix de l'ACIS-France sont motivés par le respect de la personne humaine, la solidarité et le progrès social.

Ainsi, l'objet de l'association est de gérer des établissements sous réserve qu'ils répondent aux conditions suivantes :

- Qu'il s'agisse d'un établissement ayant une action médico-sociale au sens large ; aujourd'hui l'action de l'ACIS-France couvre les besoins des personnes âgées et des personnes handicapées ;
- Qu'il s'agisse d'un établissement créé à l'origine par des congrégations religieuses ou une autre association médico-sociale ;
- Que l'établissement réponde aujourd'hui à un besoin, qu'il soit sanitaire ou social, ce dernier étant étudié avec les services autorisant le fonctionnement de la structure et plus particulièrement les Conseils Généraux et les Agences Régionales de Santé ;
- Que les autorisations de fonctionnement permettent d'apporter un accompagnement de qualité à la population accueillie ;
- Que le prix de journée, accepté par toutes les autorités administratives, y compris celle qui statue dans le cadre de l'habilitation au titre de l'Aide Sociale, ne discrimine pas les personnes en fonction de leur niveau de santé ou de revenu.

Au vu de ces éléments, l'ACIS-France accepte de reprendre des établissements. Le développement de l'association ne constitue pas un objectif ; seule la réponse aux besoins importe.

L'ACIS-France permet d'assurer la pérennité d'institutions conformément aux valeurs poursuivies depuis leur création.

Il faut souligner ici que l'existence de ces établissements repose très souvent sur l'initiative et l'effort de religieuses qui ont donné toute leur vie pour construire et faire reconnaître l'institution, et afin d'accorder un service de qualité à une époque où les besoins n'étaient pas toujours couverts par la société. Le projet de chaque établissement doit donc être fidèle à son histoire et s'inscrire dans la durée.

B) Description de la nature et du périmètre

L'ACIS-France gère aujourd'hui 17 établissements sociaux et médico-sociaux et un siège social. Elle est actuellement centrée sur la personne âgée et la personne handicapée conformément à l'article L 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Dans le cadre d'une **gestion autorisée**, cette activité fait l'objet d'un arrêté conjoint du Président du Conseil Général et du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Depuis la promulgation de la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'Action Sociale et médico-sociale, les autorisations sont limitées à 15 ans et leur renouvellement est conditionné à une évaluation par un organisme accrédité par l'HAS.

Dans le cadre de **son fonctionnement et des moyens financiers payés par la Collectivité**, les structures sont conventionnées par période de 5 ans avec le Conseil Général et l'Agence Régionale de Santé. Cette convention fixe les objectifs et moyens à mettre en œuvre au service du projet d'établissement.

Conformément à la volonté d'une accessibilité maximale pour ne pas discriminer l'utilisateur en raison de ses ressources financières, **chaque structure est habilitée au titre de l'Aide Sociale**.

En ce sens, il s'agit d'une **activité contrôlée**, naturelle contrepartie en vue de solvabiliser ceux qui au départ ne disposent pas des moyens pour acquitter le prix réclamé.

C) Description des établissements de l'ACIS-France

1. La Maison des Augustines à Pont-de-Beauvoisin – Savoie (73)

Adresse : 43, Porte de la Ville – 73330 Pont-de-Beauvoisin

- Cet établissement constitue l'objet de la création de notre association puisqu'il s'agit de la première reprise, réalisée en **1995** afin d'assurer et de développer son activité.
- Cette structure a été entièrement reconditionnée au cours des années 1995 à 2000 pour un montant de **4 millions d'euros**.
Subvention du Conseil Général : 473 354 €
Subvention de la région Rhône-Alpes : 181 011 €
- En 2007 : extension de capacité de 65 à 79 lits** ayant pour objet la création d'une unité spécialisée Alzheimer de 13 places ainsi que la création d'une place temporaire. Cette opération a permis de réduire le nombre de chambre à 2 lits.
Coût : 2 200 000 € financés à 60 % par un prêt PLS et une subvention du Conseil Général et de la caisse de retraite RSI (8 %).
- Une nouvelle opération de modernisation 2019-2023** pour créer un PASA, améliorer les locaux pour le personnel, prendre en compte les normes d'accessibilité et une mise aux normes des équipements techniques (chaufferie, SSI, ascenseurs) pour 5 500 000 €. Cet investissement bénéficie d'un PAI de 800 000 € et d'un agrément APL.
- L'établissement, **entièrement habilité au titre de l'aide sociale**, compte aujourd'hui 79 lits conventionnés EHPAD.
- CPOM de 1^{ère} génération signé** (2019 – 2023) avec un avenant le prolongeant en 2024.
- Dans le cadre d'un partenariat avec l'hôpital psychiatrique de Chambéry, **présence** dans un bâtiment annexe **d'un centre médico-psychologique**.
- Option forfait global depuis septembre 2023.
- Labellisation d'un PASA en janvier 2024

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	1995
Capacité totale	79
nombre de lits hébergement permanent	77
nombre de lits hébergement temporaire	2
Dont nombre de place en unité spécialisée alzheimer	14
Dont nombre de places PASA labellisé	14
Option forfait soins	global
Habilitation aide sociale	totale
Nombre de places agréées APL	28

2. Notre-Dame de France à Abbeville – Somme (80)

Adresse : 18, rue des Minimes – 80100 Abbeville

- La reprise de l'établissement a eu lieu en **1997**. La capacité au départ de 65 lits est actuellement de **80 lits**.
- L'établissement est **entièrement habilité au titre de l'aide sociale**.
- Etant donné l'état architectural des bâtiments et des normes imposées, une **reconstruction complète a été réalisée**.
Les nouveaux locaux ont été inaugurés en juin 2003. Les travaux représentaient **5.8 millions d'euros** financés à 88 % par emprunts lesquels bénéficient de la garantie du Conseil Général de la Somme.
Subvention du Conseil Général : 457 347 €
- **La convention tripartite** a été signée le 1^{er} octobre 2002, renouvelée en 2007 et 2016.
- **Convention tripartite en cours. CPOM programmé en 2024 ou 2025.**
- Un projet de PASA reste à déposer

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	1997
Capacité totale	80
Nombre de lits hébergement permanent	80
Option forfait soins	partiel
Habilitation aide sociale	totale
Nombre de places agréées APL	40

3. Jean XXIII à Montferrand-Le-Château – Doubs (25)

Adresse : 18, rue d'Avanne – 25320 Montferrand-le-Château

EHPAD regroupant 2 SITES :

Jean XXIII

- Il s'agit d'un établissement de **108 lits** repris au 1^{er} janvier **1998**. Il a été entièrement reconditionné compte tenu des normes de sécurité incendie et des normes de confort.
- Depuis la reprise, la **capacité** a été portée à **115 lits** étant donné la création de deux places d'hébergement temporaire.
- L'établissement est **entièrement habilité au titre de l'aide sociale**.
- Par ailleurs, il a été créé **six studios en rez-de-jardin pour une population plus autonome**.
- Les travaux réalisés depuis la reprise représentent **3.3 millions d'euros**.

Laurent Valzer

- Etablissement repris au 1^{er} janvier **2002**. Sur base de l'expérience acquise auprès de la maison Jean XXIII à Montferrand-le-Château, la Congrégation s'est tournée vers l'ACIS-France pour poursuivre l'action de leur Maison Mère.
- Les **travaux de sécurité** furent réalisés préalablement à la reprise.
- Cette structure compte **49 lits** dont 5 lits d'hébergement temporaire et 6 places d'accueil de jour en plus.
- Dans le cadre de la reprise, il existe **une mise en commun des services généraux avec l'autre établissement** sis à 300 mètres dans la même rue (Jean XXIII). Il s'agit principalement d'une cuisine et d'une buanderie centralisée.
- L'établissement est **entièrement habilité au titre de l'aide sociale**.

Fusion administrative des deux sites depuis le 22/03/2017

Un projet de regroupement physique est en cours pour une capacité totale de 170 places dont 6 places d'accueil de jour. Ce projet est largement soutenu financièrement avec un PAI de 2,5 millions d'euros et une subvention du Conseil Départemental du Doubs de 2 millions d'euros. L'investissement est estimé à 18.4 millions d'euros.

Une première tranche de 80 lits a été livrée au 2^{ème} trimestre 2024.

- **CPOM** en cours (2020 – 2024)
- **Option forfait global** depuis octobre 2018

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	1998
Capacité totale	170
Nombre de lits hébergement permanent	157
Nombre de lits hébergement temporaire	7
Nombre de places d'accueil de jour	6
Dont nombre de place en unité spécialisée Alzheimer	24
Dont nombre de places PASA labellisé	14
Option forfait soins	global
Habilitation aide sociale	totale
Nombre de places agréées APL	80

4. Le Prieuré à Pontchâteau – Loire/Atlantique (44)

Adresse : 27, rue Nantaise -44160 Pontchâteau

- Cet établissement a également été repris au 1^{er} janvier **1998** et présente une **capacité de 80 lits**.
- L'établissement est entièrement **habilité au titre de l'aide sociale**.
- Compte tenu des normes de sécurité et de confort, une **reconstruction complète** de l'établissement a été réalisée.
Les travaux sont terminés depuis 2006.
Subvention du Conseil Général : 1 481 237 €
- **CPOM de 1^{ère} génération signé** (2019 – 2023)
- Il existe un projet de **création d'un PASA** pour 2020 – 2021. Travaux démarrés en 2023 pour un budget de 1 272 000 €

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	1998
Capacité totale	81
Nombre de lits hébergement permanent	80
Nombre de lits hébergement temporaire	1
Option forfait soins	partiel
Habilitation aide sociale	totale
Nombre de places agréées à l'APL	80

5. La Providence à La Flèche – Sarthe (72)

Adresse : 32, rue de Beufferie – 72200 La Flèche

- Structure de **126 lits** repris au 1^{er} janvier **2001**.
- Etablissement **entièrement habilité au titre de l'aide sociale**.
- Cet établissement a dû également être complètement reconditionné. **Les travaux se sont terminés en 2009**.
La structure comprend deux unités d'accueil pour personnes désorientées.
Montant des travaux : 12 000 000 €
Subvention du Conseil Général à hauteur de : 2 151 374.40 €
- **CPOM de 1^{ère} génération signé** avec l'EHPAD St Vincent de Paul à Yvré-l'Evêque (08/2020 – 08/2025)
- Option **forfait global** depuis 2010.

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2001
Capacité totale	126
Nombre de lits hébergement permanent	124
Nombre de lits hébergement temporaire	2
Dont nombre de place en unité spécialisée Alzheimer	26
Option forfait soins	global
Habilitation aide sociale	totale

6. La Compassion à Saint Firmin – Meurthe-et-Moselle (54)

Adresse : 5, rue de la Baree – 54930 SAINT FIRMIN

- Etablissement de **60 lits** repris en **2001**.
- Cette maison de retraite a fait l'objet en 1994 d'une **rénovation complète** en vue d'obtenir un environnement adapté à la population âgée et de disposer d'un outil favorisant une prise en charge de qualité.
- Etablissement **entièrement habilité au titre de l'aide sociale**.
- La reprise de cet établissement par l'ACIS-France vise à assurer la continuité de l'action médico-sociale initiée par la congrégation.
- **CPOM** en cours avec l'EHPAD Beau Site à Haroué (2021 – 2025)

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2001
Capacité totale	60
Nombre de lits hébergement permanent	60
Option forfait soins	partiel
Habilitation aide sociale	totale

7. Saint Vincent de Paul à Yvré l'Evêque – Sarthe (72)

Adresse : 20, avenue Guy Bouriat – 72530 Yvré l'Evêque

- Etablissement repris au 1^{er} janvier **2002** qui nécessite la reconstruction complète des locaux sachant que le projet intègre les 14 lits construits en 1996.
- Dans le cadre de cette reprise, l'ACIS-France a obtenu une extension de capacité à **80 lits** dont une unité pour personnes désorientées de 14 places.
- Etablissement **entièrement habilité à l'aide sociale**.
- **CPOM** de 1^{ère} génération signé avec l'EHPAD La Providence à La Flèche : 08/2020 – 07/2025
- **Forfait global soins** depuis 07/2019
- Les **travaux** se sont terminés en 2008 pour un montant de **7 200 000 €**.
Subvention du Conseil Général : 1 159 059 €
- **Projet de rénovation** de l'espace pour personnes désorientées en 2024.

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2002
Capacité totale	80
Nombre de lits hébergement permanent	80
Dont nombre de place en unité spécialisée Alzheimer	12
Option forfait soins	global
Habilitation aide sociale	totale

8. Les Fassoles à TALANT – Côte d'Or (21)

Adresse : 20, rue des Fassoles à 21240 Talant

- Etablissement de **120 lits** repris au 1^{er} janvier **2003** et entièrement reconditionné en 1996.
- L'établissement bénéficie d'une **habilitation au titre de l'aide sociale à hauteur de 50 lits**.
- 2017 : diversification par la **création d'une unité d'accueil pour personnes désorientées** sans extension de capacité car transformation des chambres à deux lits en chambres individuelles.
- La **convention tripartite** de la 3^{ème} génération en cours. CPOM prévu en 2024 ou 2025.
- Option **forfait global** depuis 2011.
- Labellisation d'un PASA en septembre 2023.

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2003
Capacité totale	122
Nombre de lits hébergement permanent	120
Nombre de lits hébergement temporaire	2
Dont nombre de place en unité spécialisée Alzheimer	12
Dont nombre de places PASA labellisé	12
Option forfait soins	global
Habilitation aide sociale	50 lits

9. Centre Desfontaines à Quincy-sous-Sénart – Essonne (91)

Adresse : 8, rue Mère Marie Pia – 94480 Quincy-sous-Sénart

- Il s'agit d'un projet particulier, puisque des congrégations d'Ile-de-France, réunies en association, ont fait appel à l'ACIS-France afin de trouver une solution assurant la prise en charge des Sœurs âgées.

Sur un site appartenant à la congrégation Sainte Clotilde, un **nouvel établissement a été construit.**

L'ACIS-France a obtenu l'ensemble des autorisations nécessaires :

- **80 lits EHPAD** dont une **unité pour personnes désorientées de 15 places**
- **Habilitation au titre de l'Aide Sociale**

L'établissement a été ouvert le **6 octobre 2003.**

- Les bâtiments ont été loués jusqu'en 2015, l'ACIS-France devient propriétaire en 2016. Acquisition financée par un emprunt à 4 millions d'euros.
- Option **forfait global** depuis 2010.
- **Extension de capacité de 10 places** en octobre 2017
- **CPOM** de 1^{ère} génération signé avec l'EHPAD St Joseph à Etampes (2020 – 2024).

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2003
Capacité totale	90
Nombre de lits hébergement permanent	90
Dont nombre de place en unité spécialisée Alzheimer	15
Option forfait soins	global
Habilitation aide sociale	totale

10. Centre Claudine Echernier à CHAVANOD – Haute-Savoie (74)

Adresse : 320, route des Gorges du Fier – 74650 Chavanod

- Il s'agit également d'une **création** à la demande d'une congrégation ayant identifié un besoin dans le Département.

L'ACIS-France a accepté de monter un dossier de création et a **construit un EHPAD de 103 places dont deux unités d'accueil pour personnes désorientées** représentant 31 places.

L'ACIS-France a obtenu l'ensemble des autorisations nécessaires :

- **103 lits EHPAD**
- **Habilitation PLS**
- **Habilitation au titre de l'aide sociale**
- **Conventionnement tripartite** à dater de l'ouverture au 1^{er} juillet 2009.

Les travaux représentent une dépense de 11.4 millions financés par une subvention du Conseil Général de Haute-Savoie de 2 151 000 €.

- **CPOM** de 1^{ère} génération signé. Le CPOM sera renégocié en 2024.
- **Option forfait global** en septembre 2021.

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2009
Capacité totale	103
Nombre de lits hébergement permanent	100
Nombre de lits hébergement temporaire	3
Dont nombre de place en unité spécialisée Alzheimer	31
Option forfait soins	global
Habilitation aide sociale	totale
Nombre de places agréées à l'APL	103

11. Beau Site à HAROUE – Meurthe-et-Moselle (54)

Adresse : 16, rue l'Abbé Harmand -54740 Haroué

- En mars 2007, à la demande du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle et de la DDASS, l'ACIS-France a été sollicitée pour reprendre cet établissement avec l'obligation de **reconstruire dans les plus brefs délais** compte tenu de l'état de l'infrastructure.
La reprise s'est opérée dans l'urgence au 1^{er} mars 2007.

Les travaux ont démarré en 2008 et l'établissement a emménagé dans les nouveaux locaux en juillet 2010.

Les travaux représentent un montant de 10 millions d'euros financés par une subvention du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle de 964 000 € et par une subvention de la CNSA d'un million d'euros.

L'établissement est autorisé pour une **capacité de 82 places, habilité au titre de l'Aide Sociale et bénéficiant d'une habilitation APL.**

- **CPOM** en cours avec l'EHPAD La Compassion à Saint Firmin (2022 – 2025).
- En 2023 : **mutualisation de la buanderie et de la cuisine** avec L'EHPAD La Compassion de Saint Firmin, distant de 8 km.

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2007
Capacité totale	82
Nombre de lits hébergement permanent	80
Nombre de lits hébergement temporaire	2
Dont nombre de place en unité spécialisée Alzheimer	14
Option forfait soins	partiel
Habilitation aide sociale	totale
Nombre de places agréées à l'APL	80

12. Saint Joseph à ETAMPES – Essonne (91)

Adresse : 16, rue de Gérofosse – 91150 Etampes

- Suite à la reprise en 1998 de leur établissement Notre-Dame de France à Abbeville, la congrégation nous a sollicités pour reprendre un deuxième établissement sis à Etampes.

L'état de l'infrastructure nécessitait une **reconstruction complète de l'établissement**.

L'établissement a été **repris au 1^{er} janvier 2008** et les travaux ont démarré en 2009 pour un transfert de 50 résidents en 2011 et une extension de 44 places livrées en 2013.

L'établissement comprend aujourd'hui :

- **94 lits EHPAD**
 - **Habilitation PLS**
 - **Habilitation au titre de l'aide sociale**
 - Une **unité spécialisée** pour personnes désorientées de 14 places
- Option **forfait global** depuis 2011
- **CPOM** de 1^{ère} génération signé avec le Centre Desfontaines à Quincy-sous-Sénart (2020 – 2024).

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2008
Capacité totale	94
Nombre de lits hébergement permanent	91
Nombre de lits hébergement temporaire	3
Dont nombre de place en unité spécialisée Alzheimer	14
Option forfait soins	global
Habilitation aide sociale	totale
Nombre de places agréées à l'APL	94

13. Saint Joseph à CREHEN – Côtes d’Armor (22)

Adresse : 2, La Croix Gourieux -22130 CREHEN

- Etablissement de **68 lits repris en 2008**.
- Avant la reprise par l’ACIS-France, cette maison de retraite a fait l’objet de travaux nécessaires en vue d’obtenir un environnement adapté à la population âgée et de disposer d’un outil favorisant une prise en charge de qualité.
- Etablissement **entièrement habilité au titre de l’Aide Sociale**.
- La reprise de cet établissement par l’ACIS-France vise à assurer la continuité de l’action médico-sociale initiée par la congrégation.
- CPOM en cours 2024-2028
- Travaux de mise aux normes 2022 – 2026 afin d’améliorer le confort des chambres, l’organisation des locaux du personnel, la création d’une nouvelle cuisine et buanderie pour 9,5 millions d’euros.

L’opération largement soutenue par deux aides financées par :

- Un PAI de 800 000 €
- Une subvention du Conseil Départemental des Côtes d’Armor de 800 000 €

- Option **forfait global** depuis 2009.
- **Labellisation d’un PASA** d 14 places en 2024

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2008
Capacité totale	68
Nombre de lits hébergement permanent	66
Nombre de lits hébergement temporaire	2
Dont nombre de places PASA labellisé	14
Option forfait soins	global
Habilitation aide sociale	totale

14. EHPAD Abbé Charron CHEROY – Yonne (89)

Adresse : 1, rue de la Grande Maison – 89690 CHEROY

- En janvier 2012, **reprise de cet établissement de 49 lits** dans le cadre d'une opération de regroupement avec l'EHPAD Frédéric Lamy de St Clément (25 km) en vue de reconstruire un établissement de 80 lits sur la commune de CHEROY.

Les **travaux** démarrés en novembre 2013 et livrés en décembre 2015 dans le cadre d'une habilitation APL et d'une subvention de la CNSA (228 000 €).

Montant des travaux : 9 260 000 €

- **CPOM** de 1^{ère} génération signé (2020 – 2024)

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2012
Capacité totale	80
Nombre de lits hébergement permanent	80
Dont nombre de place en unité spécialisée Alzheimer	14
Dont nombre de places PASA labellisé	14
Option forfait soins	partiel
Habilitation aide sociale	totale
Nombre de places agréées à l'APL	80

15. EHPAD de Blon à VIRE-NORMANDIE (Vaudry) - 14

Adresse : 12, route de Tinchebray – BP 50188 – 14505 Vire-Normandie Cedex (à Vaudry)

- Etablissement **repris au 1^{er} janvier 2015** avec une capacité de 51 places.
- **La reconstruction** de l'établissement était une condition essentielle dans cette reprise et autorisation a été donnée de passer à 61 places dont 13 places pour personnes désorientées.
- **Travaux** démarrés en 2016 et livrés en janvier 2019 pour un montant de 7 400 000 €.
- **CPOM** en cours 2021 – 2025.

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2015
Capacité totale	61
Nombre de lits hébergement permanent	61
Dont nombre de place en unité spécialisée Alzheimer	13
Option forfait soins	partiel
Habilitation aide sociale	10 lits
Nombre de places agréées à l'APL	61

16. EHPAD Maison des Augustines à Meaux (77)

Adresse : 15, rue de l'Abreuvoir – 77100 Meaux

- **Etablissement repris en 2016** à la suite des Augustines de Meaux, congrégation à l'origine de l'ACIS-France en 1995. Aussi, après avoir cédé leur établissement de Savoie, satisfaite de la reprise par l'ACIS-France, la congrégation a cédé son établissement principal à Meaux, origine de la congrégation.
- Etablissement de **153 lits**.
- Poursuite d'un **programme d'investissement** très important pour continuer la mise aux normes (ascenseur, chaufferie, accessibilité, lutte contre la légionelle) et récemment la rénovation de l'unité Alzheimer.
- **CPOM** de 1^{ère} génération signé pour la période 2019 – 2023.

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2016
Capacité totale	153
Nombre de lits hébergement permanent	153
Dont nombre de place en unité spécialisée Alzheimer	28
Option forfait soins	partiel
Habilitation aide sociale	totale
Nombre de places agréées à l'APL	125

17. Foyer du Col du Frêne à Saint Pierre d'Albigny (74)

Adresse : 425 rue Hortense Mancini – 73250 Saint Pierre d'Albigny

- Il s'agit d'une **création ex nihilo pour personnes handicapées** de 52 places dont 12 places d'appartements pour les plus autonomes ; 4 places d'accueil de jour et 2 places d'hébergement temporaire.
- **Travaux** démarrés en septembre 2015 pour 7.8 millions d'euros et ouverture le 6 juin 2017.
- Avril 2020 : transformation de **6 places en Foyer d'Accueil Médicalisé**

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2017
Capacité totale	52
Nombre de lits hébergement permanent	46
Nombre de lits hébergement temporaire	2
Nombre de places d'accueil de jour	4
Dont nombre de places d'accueil foyer d'accueil médicalisé	6
Habilitation aide sociale	totale
Nombre de places agréées à l'APL	44

18. Siège social de l'ACIS-France

Le Siège de l'ACIS-France est installé à Lille, au Centre Vauban. Il s'agit d'une surface de Bureau de 1 300 m².

Cet espace est adapté à notre activité et en particulier permettant d'organiser des réunions ou des formations pouvant regrouper l'ensemble des établissements dans de bonnes conditions.

Le Siège de l'ACIS-France est perpétuellement en développement en vue de s'adapter aux besoins de ses établissements.

Le Siège est autorisé par le Conseil Départemental du Nord dans le cadre d'une autorisation quinquennale ; actuellement sur la période 2021 – 2025.

En application de l'article R 314-92 du Code de l'Action Sociale et des Familles, les frais de siège sont arrêtés par le Président du Conseil Départemental du Nord au prorata des charges brutes des sections d'exploitation calculées sur base du dernier exercice.

La volonté de l'ACIS-France est de compter sur un Siège qui puisse être un réel **soutien logistique** pour ses établissements et ses Directions respectives. Nous organisons des rencontres par métier, les Directions, les comptables d'établissement, les infirmières responsables par exemple.

Si c'est un objectif important au niveau associatif, c'est aussi une garantie essentielle pour nos partenaires.

Ainsi, nous avons centralisé certains domaines afin de réaliser des économies, mais surtout de gagner en efficience.

Le Siège intervient donc dans de nombreuses matières et dans de nombreux dossiers afin de développer et d'assurer une efficacité au sein de nos différents établissements, que ce soit au niveau juridique, économique, administratif, humain, mais aussi afin d'encadrer la démarche qualitative des structures.

Le Siège permet aux Directeurs d'établissement d'une part de travailler en équipe, mais aussi d'aborder de manière collégiale l'ensemble des aspects techniques.

Bien évidemment, une telle organisation laisse aux Directions la possibilité de dégager du temps nécessaire pour l'animation de leur établissement, de ses équipes, du temps relationnel avec les bénéficiaires et leur famille, et permet l'adéquation du projet de vie à la réalité quotidienne.

Présentation des services rendus par le Siège

1. Services en matière de Comptabilité

- Formation du personnel administratif des établissements aux méthodes comptables et aux procédures de notre Association,
- Mise en place du schéma comptable et d'une méthode de travail,
- Mise à jour du logiciel et Formation au logiciel,
- Maintenance téléphonique permanente avec possibilité, si nécessaire, de prendre « la main » par liaison informatique,
- Mise en place d'une méthode de travail pour préparer la clôture,
- Clôtures comptables avec production des comptes administratifs, des bilans et des analyses financières.

- EERD : les EERD sont réalisés et déposés par le siège social.

2. Services en matière de Budget

- Hypothèses budgétaires générales
- Mise en place d'une méthode de travail pour préparer les budgets
- Validation et formalisation des budgets
- EPRD : les EPRD sont réalisés et déposés par le siège social
- Procédures contradictoires
- Mises à jour des budgets
- Suivi mensuel et production de tableaux de bord

3. Services en matière financière

- Suivi journalier de la trésorerie
- Placement de trésorerie
- Suivi de la gestion des dettes financières
- Négociation et suivi des emprunts

4. Services en matière d'investissements

- Plan d'investissements pluriannuel
- Investissements immobiliers
- Plan de financement des travaux immobiliers
- Analyse technique et demandes d'autorisations préalables d'investissements.

5. Services en matière de ressources humaines et juridiques

- Formation du personnel administratif des établissements aux techniques de paie et aux procédures internes de notre Association
- Mise en place d'un schéma de paie et d'une méthode de travail
- Mise à jour du logiciel de paie
- Formation au logiciel de paie
- Maintenance téléphonique permanente avec possibilité, si nécessaire, de prendre « la main » par liaison informatique
- Centralisation de la DSN et des cotisations sociales
- Aide au recrutement chaque fois que nécessaire
- Mise à disposition de l'ensemble des documents juridiques (contrat de travail, solde de tout compte, attestations diverses...)
- Mise en commun de la documentation juridique et réglementaire
- Notes internes sur l'actualité et dispositions à prendre
- L'opérationnalisation de la veille juridique
- Conseils juridiques sur toutes les matières touchant au droit social résultant de la conclusion, de la réalisation ou de la rupture du contrat de travail
- Mise en place, le suivi et la gestion de la représentation du personnel et des instances représentatives du personnel
- Suivi des contentieux
- Suivi des dossiers de prévoyance et de mutuelle
- Formation : mutualisation du plan de développement des compétences de manière à ce que l'ensemble du budget formation puisse servir aux établissements de l'ACIS France

et de permettre de redéployer les moyens non-utilisés sur les établissements ayant des besoins supérieurs au plan, voire d'obtenir des moyens de mutualisation auprès du collecteur.

6. Services en matière de qualité

- Projet d'établissement, contrat de séjour, règlement de fonctionnement
- Projet d'extension ou de diversification d'activité
- Démarche qualité :
 - mise en place des procédures, d'outils de mesure et de protocoles cadres,
 - mise en œuvre des évaluations internes et externes
- Evaluation qualitative continue
- La démarche CPOM, son suivi annuel et son renouvellement

7. Services en matière de système d'information

- Administration du réseau privé virtuel,
- Droit d'accès aux serveurs du Siège qui hébergent toute la gestion des établissements (paie + comptabilité + facturation)
- Droit d'accès au site intranet avec différents modules (juridique, gestion, procédures qualité et procédures internes, infrastructure...)
- Formation du personnel au programme en collaboration différents éditeurs de logiciels (gestion – soins – planning...)
- Maintenance téléphonique permanente avec possibilité, si nécessaire, de prendre « la main » par liaison informatique
- Centralisation du parc informatique et de son renouvellement

8. Services en matière de bâtiments

- Suivi et analyse des bâtiments pour les conformer aux normes
- Aide dans le suivi de l'entretien – maintenance des bâtiments, l'élaboration et la conclusion des contrats
- Aide dans l'optimisation des installations techniques

9. Services en matière de coordination

- Comité Economique et Social Central organisé deux fois par an
- Comité de Management dont la définition et la compétence sont définies à l'article 43 des statuts
- Le Siège, par sa coordination, permet un travail d'équipe des Directions où l'expérience de l'un profite à un autre, ce qui donne la possibilité d'améliorer sans cesse nos process de gestion.

10. Services en matière de communication

- Charte graphique de communication
- Cadre commun au livret d'accueil, plaquette de l'Association, du projet associatif qui doit guider la mise en œuvre de chaque projet d'établissement
- Suivi du site internet

11. Autres services

- **Contrats Cadre**

Des marchés groupés sont négociés par le Siège, ce qui permet d'engendrer des économies récurrentes. Citons les assurances, les organismes de contrôles, le blanchissage à l'extérieur, l'alimentation à l'extérieur, l'incontinence, les imprimés de bureau, copieurs, logiciels métiers..., l'ensemble des marchés pour lesquels la proximité ne constitue pas un caractère essentiel.

D) Evaluation de l'action de l'ACIS-France

Notre action a commencé au 1^{er} janvier 1995 avec la reprise d'un établissement en Savoie. Très vite, nous avons reçu d'autres demandes de reprise, et nous gérons aujourd'hui seize maisons de retraite et un foyer pour personnes handicapées.

Faut-il réitérer que nous n'avons pas de stratégie d'implantation et que, seul le bouche à oreille, fait par les congrégations entre-elles, nous amène les nouvelles demandes.

Il en résulte que l'ACIS-France créée au départ, pour répondre à une Congrégation, apporte après quelques années d'existence, une réponse spécifique, particulière, originale, actualisée et individualisée à des institutions chrétiennes menacées de fragilisation, voire de disparition.

Le concept associatif vise à permettre une accessibilité maximale au plus grand nombre quelque soit son sexe, ses convictions ou ses revenus tout en garantissant une sécurité et une qualité de vie optimale aux résidents. Une reprise d'institution par l'association engendre donc souvent une série d'importants travaux de remise aux normes et de reconditionnement.

L'accessibilité se traduit par l'habilitation des structures par les départements concernés à l'aide sociale et la plupart du temps à l'agrément APL, mais aussi par le maintien d'un prix de journée le plus abordable possible. C'est cet élément qui garantit aux « petits retraités » un hébergement de qualité.

Un forfait journalier serré au plus juste s'explique bien entendu par une absence totale de but de lucre et d'intérêts personnels. Ainsi, tous les salaires (qui représentent plus de deux tiers des coûts de fonctionnement) de l'ouvrier jusqu'aux dirigeants des établissements ou de l'association, sont alignés sur la convention collective 51 (convention d'établissements privés d'hospitalisation de soins, de cure et de garde, FEHAP du 31/10/1951).

Par ailleurs, la centralisation de certaines démarches engendre des économies d'échelle et, par conséquent, une meilleure allocation des ressources, tout en laissant aux directions locales la responsabilité de la gestion quotidienne.

La taille de l'association renforce le pouvoir de négociation dans le cadre de contrats d'assurance, de contrôles périodiques des installations, du blanchissage du linge, des produits d'incontinence, de l'alimentation à l'extérieur..., avec des entreprises dont le rayonnement est national. Les économies réalisées sont récurrentes.

Relevons également un contrôle de gestion sain des institutions, par le biais d'un réseau informatique, permettant une étude attentive de la conduite des budgets au cours de l'année et un suivi mensuel par tableau de bord.

Par ailleurs, notre savoir-faire nous permet de faire preuve d'inventivité et de rationalisation dans les chantiers d'humanisation où le moindre dérapage peut avoir des conséquences substantielles à long terme.

Ces quelques exemples permettent de comprendre les économies réalisées au niveau d'un seul établissement et ce, grâce aux synergies mises en œuvre.

Si nous reconstruisons les bâtiments pour qu'ils soient encore opérationnels dans 30 ans, un de nos buts essentiels est de garder cet esprit et ce goût du service rendu à la collectivité qui caractérise aussi bien les congrégations que les associations médico-sociales, quelque soit leur origine.

E) Faits marquants de l'exercice

1. Périmètre

Le périmètre est identique entre les deux exercices avec 1 581 lits.

L'effectif de personnel évolue de 14 ETP en intégrant l'intérim lequel passe de 6 en 2022 à 10 ETP en 2023 ; le ratio de personnel se conforte à 0.68.

Le total du bilan progresse de 12 % pour atteindre 186 747 863 €, sans le changement de méthode sur la comptabilisation de la trésorerie, il ne serait que de 5.5%

Le cumul du chiffre d'affaires et des produits de tarification progressent de 4 % pour atteindre 79 204 519 €.

2. Management

Les changements intervenus sur 2023 :

- **EHPAD La Providence à La Flèche**
Départ de la Direction en octobre 2023.
- **EHPAD Beau Site à Haroué**
Changement de Direction en septembre 2023.

3. Autorisation de fonctionnement

- **L'activité de l'EHPAD est aujourd'hui conditionnée à la signature d'un CPOM** (Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens) dont la durée est de 5 ans sur base d'un calendrier fixé par les Conseils départementaux et ARS.
Au 31/12/2023 14 CPOM sont signés.
Dans l'attente, les effets des anciennes conventions tripartites se poursuivent pour les autres établissements.
- **EHPAD Maison des Augustines à Pont-de-Beauvoisin.**
 - Labellisation d'un PASA de 14 places
 - Transformation d'une place d'hébergement d'accueil de jour en hébergement temporaire.
 - Passage au forfait global
- **Les Fassoles à Talant**
 - Labellisation d'un PASA de 14 places

4. Mise en place des évaluations

Le processus d'évaluation est modifié à la fois en termes de référentiel et de calendrier fixés conjointement par les ARS et Conseils départementaux.

Les premières évaluations sur 2023 portent sur les établissements de Meaux et d'Abbeville.

5. Le personnel

Il nous plaît de souligner que **les équipes de toutes nos structures incarnent la solidarité**, valeur fondamentale de l'ACIS-France pour surmonter avec détermination et dignité cette période au regard de la grande fragilisation de la population hébergée.

Cette période a modifié bien des choses avec l'impérieuse nécessité de s'adapter en permanence afin de prendre soin des personnes accueillies au sein des établissements de l'ACIS-France.

Sans relâche, une des principales préoccupations de l'ACIS-France est tournée autour du personnel, pour que chaque direction puisse compter chaque jour sur un effectif en nombre et en qualification.

Le recrutement et la fidélisation occupent plus que jamais, une place prépondérante dans le quotidien de chaque manager.

Au-delà de l'affirmation d'un noble principe, **nous avons lancé en 2023 une enquête associative** permettant de recueillir la **perception du personnel** :

- concernant son vécu au travail à travers les valeurs associatives, le sens du travail, l'ambiance, la santé au travail et les conditions de travail.
- afin de mesurer la satisfaction au travail : le personnel est-il globalement satisfait ? Quels sont les éléments positifs ? Quels sont les points négatifs ? Quels seraient les points à améliorer ? Quels seraient les perspectives ? Quelles projections faisons-nous au niveau de l'Association mais aussi au niveau de chaque établissement ?

La démarche a été globalement bien accueillie avec un taux de réponse de 60 % ce qui nous a permis de déterminer un plan d'action d'une part au niveau de l'ACIS-France et d'autre part au niveau de chaque établissement.

Cette enquête associative a marqué l'exercice et se poursuivra sur les exercices futurs.

Il s'agit d'une démarche nouvelle qui ouvre de nouvelles perspectives en termes de dynamisme, de sens au travail, de bienveillance, de culture d'entreprise ... où notre slogan « *Ensemble, au service de l'humain !* » cherche à se vivre au quotidien de notre projet associatif.

Sur le plan de l'effectif, nous constatons une très légère évolution des ETP de + 10 ETP (soit +1 %) et une progression de la charge salariale de 1,6%, mais en neutralisant la prime exceptionnelle de 2022, cette hausse est de 4.6%.

L'enjeu pour l'ACIS-France, comme pour l'ensemble du secteur, sera **de poursuivre avec ses équipes le travail initié dans le cadre de l'enquête associative** afin de mettre en œuvre les plans d'action, afin d'atteindre **l'objectif fixé de fidéliser sans relâche et de recruter davantage.**

En effet, le fonctionnement de nos établissements repose sur l'implication de notre personnel dans le projet de chaque établissement en particulier et du projet associatif

dans sa globalité. Faire vivre nos projets d'établissement nécessite un effectif en nombre et en qualification.

Toutes les initiatives en la matière peuvent faire la différence dans un environnement concurrentiel avec les autres employeurs pour se différencier à la fois au niveau du recrutement (être attirant pour le candidat) et au niveau de la fidélisation (réunir les conditions pour avoir l'envie de rester).

Le renforcement du taux d'encadrement est un objectif poursuivi depuis des années, plus que jamais le renforcement de cet objectif constitue la feuille de route de chaque manager au service de notre projet associatif.

6. Les investissements

Sur le plan des investissements, si l'activité courante s'avère plus complexe, **l'association poursuit son développement interne** d'adaptation et de développement de ses structures, voire de diversification de ses activités.

Précisons qu'aucun projet n'est remis en cause, aucun projet n'est suspendu.

- En particulier, nous avons poursuivi le chantier de reconstruction de **l'EHPAD Jean XXIII à Montferrand-le-Château (25)** qui permettra de regrouper sur le même site l'activité de Jean XXIII et de Laurent Valzer avec notamment un accueil de jour, un PASA et deux unités pour personnes désorientées.
Les travaux démarrés en 2021 consistent en la construction d'un bâtiment neuf comprenant l'administration, les services de restauration, les unités spécialisées avec la livraison de 80 chambres neuves début 2024. La rénovation du bâtiment existant se poursuivra ensuite.
- Nous avons également poursuivi le chantier de reconstruction de **la maison de retraite Saint Joseph à Créhen (22)** afin d'adapter la structure et ses installations aux normes de confort pour les résidents et l'ergonomie pour le personnel sans extension de capacité.

Au total, l'investissement 2023 s'élève à 9 673 651 €.

7. La trésorerie

Nous avons comptabilisé pour la première fois en 2022 des moins-values éventuelles sur produits de placement, même lorsque le capital était garanti pour un montant de 5 255 354 €.

Cette opération a conduit à dégrader significativement le résultat de l'exercice 2022.

Cette même écriture permet cette année d'améliorer le résultat de 1 805 202 € compte tenu de l'évolution des marchés. Pour la première fois cette année, ont été comptabilisés les intérêts des obligataires courus non échus au prorata de l'exercice. Ces éléments améliorent le résultat quant à lui de 725 852 €.

Il en résulte que ces deux éléments modifient significativement le résultat et représentent 65 % du résultat global de l'ACIS-France.

Dans le cadre de la gestion centralisée de la trésorerie, nous avons des comptes bancaires débiteurs et créditeurs. Antérieurement, par compensation, ils ne figuraient qu'à l'actif du bilan.

Le plan comptable nous oblige à comptabiliser distinctement à l'actif et au passif. **Cet élément augmente sensiblement le total du bilan à savoir : + 7 161 754 € en 2022 et 17 635 077 € en 2023.**

8. Les résultats comptables

Après des années COVID où le secteur a été largement soutenu par l'Etat et les collectivités, **nous connaissons depuis 2022 une véritable tension au niveau du financement de nos établissements** à l'image du secteur avec des produits qui ne couvrent pas totalement l'augmentation des charges courantes au regard de l'inflation, de l'énergie (même s'il faut souligner les aides de l'Etat pour amortir l'écart dans le cadre du bouclier tarifaire), de l'évolution des salaires au cours de ces dernières années, de l'augmentation du livret A sur lequel est indexé l'essentiel de nos emprunts.

S'ajoute **dans quelques établissements, une activité qui peine à retrouver celle d'avant 2020.**

Tous ces éléments viennent contrarier la capacité de chaque établissement à générer un excédent, laquelle caractérisait notre association au cours de la période précédente.

En effet en 2022, 8 établissements soldaient leur exercice avec des sections en déficit. En 2023, ce nombre se réduit à 6, mais les sections déficitaires progressent pour atteindre un total de – 701 720 €.

Cette situation, si inconfortable et désagréable soit elle, ne remet pas en cause le travail des Directions qui n'avaient pas de levier suffisant pour combler le manque de recette sauf à dégrader la prise en charge, ce qui aurait été en total contradiction avec nos valeurs associatives.

Bien au contraire, **nous souhaitons souligner l'engagement de chaque Direction pour challenger le personnel** afin de poursuivre notre objet social au service de la population accueillie.

La bonne santé financière des années précédentes permet d'absorber cette période déficitaire de manière à rebondir dès que possible vers des perspectives comparables à celles qui existaient depuis l'origine de l'ACIS-France.

Le résultat global de l'ACIS-France se solde par un excédent de 3 976 884 € et un résultat à affecter excédentaire de 4 028 097 €.

Si l'excédent n'a jamais été une finalité, il n'en demeure pas moins un outil de gestion qui permet de conforter notre action et d'assurer le développement de notre activité.

Cette affirmation prend également tout son sens depuis 2 ans car il permet de faire face à cette situation de déficit structurel inédit.

Nous souhaitons réaffirmer plus que jamais, dans le cadre d'une période où l'image de notre secteur est largement ternie et critiquée dans les médias, que **le résultat au sein de notre association** ne sera jamais un objectif mais **constitue les moyens permettant de développer des projets**, ces derniers étant indispensables à la dynamique de chaque établissement. Cette affirmation nous différencie singulièrement du secteur lucratif.

Le plan ambitieux d'investissement en témoigne car c'est la bonne gestion année par année qui permet de financer des projets pour améliorer le quotidien, à la fois de la personne accueillie mais aussi des salariés qui y travaillent.

2° Principe et méthodes comptables

A. Règlements comptables utilisés ; hypothèses retenues et principes généraux appliqués :

- ANC 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au PCG
- Règlement ANC n°2018-06 du 05 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif

L'organisation comptable de l'ACIS-France repose sur :

- Une responsabilisation du Directeur d'établissement qui dispose d'une délégation de pouvoir pour organiser et contrôler la comptabilité au jour le jour. Pour ce faire, chaque établissement dispose d'au moins un comptable qui enregistre l'ensemble des écritures.
- Une centralisation de la comptabilité de chaque structure par le Siège social afin d'établir des comptes consolidés et d'adresser les ERRD ou comptes administratifs aux autorités de contrôle et de tarification.
- Une centralisation de la trésorerie par le Siège social afin d'effectuer toutes les opérations de paiement, d'emprunt et de placement.

Il est ici rappelé que toute notre activité relève d'une activité autorisée et contrôlée et que par conséquent l'ensemble des résultats relève des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée.

Subsiste en 2023, un Centre de retraitement qui existe depuis 2000 et qui a pour objet d'enregistrer les écarts entre les règles administratives de financement plus ou moins semblables, et l'application de règles d'évaluation communes à l'ensemble des établissements de l'ACIS-France, règles permettant de respecter les principes fondamentaux de comparabilité, de continuité, de régularité, de permanence et de sincérité.

B. Règles d'évaluation comptable

Ces règles d'évaluation ont fait l'objet d'une décision du Conseil d'Administration du 12 février 2019, pour une application à dater du 1^{er} janvier 2018 et sont repris ci-après.

Il faut préciser que dans l'élaboration et l'application des règles d'évaluation, l'hypothèse retenue prévoit que l'établissement poursuit son activité.

Enfin, en vue de faciliter la lecture, les règles d'évaluation sont rédigées en suivant les différentes rubriques du bilan.

B.1. Immobilisations incorporelles

a) Frais d'établissement

Les frais d'établissement comptabilisent :

- les frais de constitution (droits d'enregistrement, honoraires, débours), les frais de 1^{er} établissement. Ce sont des frais attachés à des opérations qui conditionnent l'existence, l'activité ou le développement de l'établissement, mais dont le montant ne peut être rapporté à des productions de biens ou des services déterminés.
- Les dépenses exceptionnelles et non pérennes, liées aux opérations de réorganisation, les dépenses afférentes à l'obligation légale de procéder à une évaluation externe comme condition de renouvellement de l'autorisation de fonctionner, conformément à l'article L 312-8 du CASF.

Les frais d'établissement sont amortis. L'amortissement prend cours à la date réelle de la dépense, ce qui signifie qu'ils sont proratisés la 1^{ère} année.
La durée ne peut excéder 5 ans.

b) Frais d'étude

Il s'agit des charges engagées en vue de la réalisation de projets d'investissements importants.
La durée ne peut excéder 5 ans.

c) Logiciels et site internet

Par logiciel, il faut entendre l'acquisition des programmes informatiques acquis ou créés autre que le système d'exploitation.

Ils sont amortis en 3 ans à la date d'acquisition du logiciel.

La création d'un site internet est de même nature que la création d'un logiciel.

Pour l'ensemble des immobilisations incorporelles :

- La valeur retenue est la dépense correspondante.
- Si le montant est inférieur à 500 € HT, il sera imputé directement dans les charges de l'exercice.

B.2. Immobilisations corporelles

Les constructions sont comptabilisées au coût de construction des bâtiments, c'est-à-dire les fondations, gros-œuvre, toiture, menuiseries, parachèvement, installation électrique, eau, gaz, chauffage, sanitaires, ascenseurs, monte-charge, installations frigorifiques, aménagement des abords.

Il faut également reprendre les frais accessoires tels que les honoraires d'architecte, d'ingénierie, ...

Les terrains seront valorisés soit au prix d'acquisition ou à défaut sur base d'une estimation des services des Domaines ou de l'estimation ayant été retenue par l'acte juridique d'apport.

Les immobilisations corporelles dont la durée d'utilisation est limitée dans le temps sont amorties suivant les durées suivantes :

Matériel informatique	3 ou 4 ans ^{(*)1}
Matériel roulant	5 ans
Matériel d'équipement médical	5 ans
Mobilier	5 ou 10 ans ^{(*)2}
Matériel et installation non médical	5 ou 10 ans ^{(*)2}
Grosses réparations et gros entretiens	5 ou 10 ans ^{(*)2}
Agencement et rénovation	15 à 20 ans
Constructions jusqu'au 31/12/2004	33 ans

Construction à partir du 01/01/2005 : amortissement par composants comme suit :

1^{ère} catégorie	Durée
Plâtrerie/cloison, faux-plafond, menuiserie intérieure, électricité courant fort et courant faible, chauffage/ventilation/VMC/plomberie, cellules sanitaires et la moitié de l'ascenseur.	20 ans

2^{ème} catégorie	Durée
Mobilier fixe, peinture, matériel téléphonique, matériel de cuisine, et la moitié de l'ascenseur	10 ans

Le solde	Durée
Gros œuvre, étanchéité, charpente couverture, menuiserie extérieure, serrurerie, démolition, revêtement de sol, abords et VRD, honoraires et frais.	40 ans

()1 La durée de quatre ans est autorisée lorsque le matériel a une extension de garantie de la même durée.*

()2 Il sera préconisé une durée de 5 ans pour un bien dont la valeur d'achat TTC est inférieure à 3 000 Euros et à 10 ans pour un bien dont la valeur d'achat TTC est supérieure à 3 000 Euros. Toutefois, le choix de la durée sera aussi fonction de la durée de la vie économique du bien fixé d'un commun accord entre l'institution et le siège social.*

Les constructions et biens qui, lors de leur acquisition sont, en raison de leurs caractéristiques techniques, destinés à avoir une durée d'utilisation probable inférieure à celles énoncées ci-dessus, sont amorties sur leur durée d'utilité probable.

Lorsque la durée d'un droit d'usufruit, de superficie ou d'emphytéose est inférieure à celle correspondant au taux ci-dessus, leur valeur d'acquisition est amortie sur la durée de ce droit.

Les immobilisations détenues en location-financement et droits similaires sont amorties selon les règles décrites ci-dessus.

L'amortissement prend cours à la date du début de consommation des avantages économiques qui lui sont attachés. Cette date correspond généralement à la mise en œuvre du bien.

Les équipements de réserve, les immobilisations corporelles en cours et les acomptes versés ne font pas l'objet d'amortissement.

Les biens inférieurs à 500 Euros HT, seront portés directement dans les charges de l'exercice.

Evaluation des actifs à la date d'entrée

A leur date d'entrée dans le patrimoine, la valeur des biens est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les biens acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition,
- Les biens produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production,
- Les biens acquis à titre gratuit sont comptabilisés en les estimant à leur valeur vénale.

Le coût d'acquisition d'un bien est égal au prix d'achat majoré des frais accessoires.

Le coût de production d'un bien ou d'un service est égal au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des autres coûts engagés, au cours des opérations de production, c'est-à-dire des charges directes et des charges indirectes qui peuvent être raisonnablement attachées à la production du bien ou du service.

La valeur vénale d'un bien reçu à titre gratuit correspond au prix qui aurait été acquitté dans des conditions normales de marché.

A défaut de marché, la valeur vénale d'un bien est le prix présumé qu'accepterait d'en donner un acquéreur éventuel de l'entité dans l'état et le lieu où se trouve ledit bien.

Les biens acquis à titre gratuit sont comptabilisés en les estimant à leur valeur vénale et la contrepartie constitue un produit exceptionnel à moins d'avoir le caractère d'une subvention d'investissement.

Evaluation postérieure à la date d'entrée

La valeur nette comptable correspond à la valeur brute diminuée des amortissements et provisions pour dépréciation. A la date de clôture de l'exercice, la valeur d'inventaire est égale à la valeur actuelle. Toutefois, lorsque la valeur d'inventaire d'une immobilisation non financière n'est pas jugée inférieure à sa valeur comptable nette, celle-ci est retenue comme valeur d'inventaire.

La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour l'organisme.

L'amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif résultant de causes dont les effets ne sont pas jugés irréversibles est constaté par une provision pour dépréciation.

Lorsque les effets sont irréversibles, la dépréciation est constatée comme une perte ou comme un amortissement s'il s'agit d'une immobilisation dont le potentiel des services attendus s'amoindrit avec le temps, l'usage, le changement des techniques ou toute autre cause.

Le plan d'amortissement consiste à répartir le coût d'un bien sur sa durée probable d'utilisation. Toute modification significative des conditions d'utilisation du bien justifie la révision du plan en cours d'exécution.

Si la valeur actuelle d'une immobilisation devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette

dernière est ramenée à la valeur actuelle que la dépréciation soit définitive ou non, ceci dans les conditions suivantes :

- Lorsque la dépréciation est définitive, le bien fait l'objet d'un amortissement exceptionnel pour la différence entre sa valeur nette comptable et sa valeur actuelle. Le reliquat du plan d'amortissement est modifié en conséquence.
- Lorsque la dépréciation n'est pas jugée définitive, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

B.3. Immobilisations financières

Sont également reprises sous cette rubrique, les éventuelles participations et valeurs détenues dans une autre structure, les créances de même que les prêts en particulier dans le cadre du 1% logement, les cautionnements versés en numéraire, les autres titres immobilisés, conservés durablement.

Les immobilisations financières sont évaluées à leur valeur d'acquisition (suivant le cas, au prix d'acquisition ou à la valeur d'apport).

Pour les créances, le prix d'acquisition coïncide généralement avec leur valeur nominale.

La valeur d'acquisition comprend, outre le prix d'achat, tous les frais accessoires tels que les frais d'achat, commissions, courtages, . . .

La valeur d'acquisition des participations peut être réévaluée à condition que la valeur de ces actifs déterminée en fonction de leur utilité pour l'institution, présente un excédent certain et durable par rapport à la valeur comptable.

Des réductions de valeur doivent être comptabilisées sous forme d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values.

B.4. Stocks et commandes en cours d'exécution

Les comptes de stock reçoivent les écritures constatant les résultats d'inventaires.

Les biens acquis à titre onéreux sont évalués à leur valeur d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les sorties sont valorisées selon la méthode **FIFO** au coût de l'article le plus ancien dans les stocks. Ainsi, les stocks sont évalués aux derniers coûts d'acquisition ou de production.

Ne sont pas admises, les évaluations au prix standard ou à la valeur de remplacement.

Les commandes en cours d'exécution sont évaluées au coût de revient (prix d'acquisition des matières majoré des coûts directs de fabrication et d'une quote-part des coûts indirects).

Une dépréciation doit être comptabilisée si la valeur actuelle est inférieure au coût d'acquisition ou de production le cas échéant.

B.5. Créances d'exploitation

La distinction est faite entre créances pour prestations (appartenant à l'activité normale de l'institution) et autres créances de l'institution.

Les créances doivent être reprises au bilan à leur valeur nominale après incorporation de l'intérêt ou de l'escompte et sous déduction des réductions de valeur.

Par prudence, une dépréciation est constituée lorsqu'apparaît une perte probable (valeur actuelle inférieure à la valeur d'entrée) dont les effets sont jugés réversibles.

Les créances dont la valeur de remboursement a diminué font l'objet :

- Si la diminution est certaine et définitive (irréversible), de la constatation d'une charge (d'exploitation ou exceptionnelle, à apprécier) ;
- Si la diminution est réversible, d'une dépréciation.

La reprise des dépréciations devenues sans objet est enregistrée par le compte de résultat.

En ce qui concerne les créances vis-à-vis des clients, une dépréciation doit être constatée dès qu'apparaît une perte probable. Le caractère douteux doit s'apprécier à la clôture de l'exercice.

Lorsqu'apparaît une perte probable, la créance doit dès lors être dépréciée, et la dépréciation doit être estimée selon la situation.

Par prudence, en ce qui concerne les clients payants, une créance sera réputée douteuse en cas de non paiement après un an (50 %) et sera dépréciée totalement après 2 ans.

B.6. Placements de trésorerie

Dans le cadre de l'autorisation de fonctionnement du Siège social et conformément à l'article R 314-87 du CASF, la gestion de la trésorerie est centralisée et les produits financiers concourent au financement des frais de Siège.

Sont repris sous cette rubrique, les créances en compte à terme sur les établissements de crédit et les valeurs mobilières acquises au titre de placements de fonds et qui ne sont pas des immobilisations financières.

Les avoirs auprès d'institutions financières sont évalués à leur valeur d'acquisition.

Les valeurs mobilières sont valorisées au prix d'acquisition comprenant le prix d'achat et les frais accessoires.

Le produit financier doit être acté au 31/12 de l'année lorsqu'il s'agit de supports monétaires purs. Par contre, s'il s'agit d'un support adossé sur de l'obligation et/ou de l'action, la plus-value ne doit être actée qu'en cas de vente desdits supports en cours de l'exercice.

Les placements financiers doivent être réalisés avec une volonté de minimiser le risque.

Des réductions de valeur sont actées lorsque la valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est **inférieure** à la valeur d'acquisition.

B.7. Valeurs disponibles

Les valeurs disponibles comprennent :

- Les liquidités, à savoir les espèces ou valeurs assimilables et, d'une manière générale, toutes valeurs qui, en raison de leur nature, sont immédiatement convertibles en espèces pour leur montant nominal (disponibilités).
Il s'agit notamment de la caisse, des comptes bancaires ordinaires et des effets à recevoir à échéance immédiate ;
- Les bons qui, dès leur souscription sont remboursables à tout moment ;
- Les comptes bancaires à terme lorsqu'il est possible d'en disposer par anticipation

B.8. Comptes de régularisation de l'actif

Les comptes de régularisation sont enregistrés et évalués à leur valeur d'acquisition et reprennent au bilan la partie imputable à **un ou plusieurs** exercices ultérieurs.

Les charges qui correspondent à des achats de biens et de services dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement constituent des charges constatées d'avance.

B.9. Fonds associatifs

Ce compte reçoit les dotations, apports et donations destinés à constituer les "fonds propres" de l'institution, que ce soit lors de la constitution ou ultérieurement.

Les fonds associatifs sans droit de reprise : ce sont les apports correspondant à un bien durable utilisé pour les besoins propres de l'organisme. Dans le cas contraire, il est à inscrire au compte de résultat.

Les fonds associatifs avec droit de reprise : ce sont des apports qui impliquent la mise à disposition provisoire d'un bien au profit de l'organisme.

Les dons et legs en capital : ce sont les dons et legs en immobilisations physiques ou financières ainsi que les dons et legs en espèces affectés à des opérations d'investissement ou à employer en achats de valeurs.

Par contre, les dons manuels constituent des produits de l'exercice.

B.10. Ecart de réévaluation

L'association peut procéder à une réévaluation des immobilisations corporelles et financières à la seule condition qu'elle porte sur son ensemble.

Sont exclus la réévaluation des immobilisations incorporelles et des actifs circulants.

Les écarts de réévaluation peuvent être actés lorsque la valeur des immobilisés auxquels ils se réfèrent présentent, en fonction de leur utilité pour l'institution, un excédant certain et durable par rapport à la valeur comptable.

Les écarts peuvent être incorporés, en tout ou partie, dans le fonds associatif par décision du Conseil d'Administration.

Les écarts de réévaluation sont repris au bilan, c'est la valeur nette comptable du bien qui est réévaluée pour la porter à sa valeur à la date de réévaluation. L'écart de réévaluation est ajouté à la valeur brute du bien.

B.11. Réserves

Les réserves comprennent les excédents maintenus dans l'établissement autres que le résultat de l'exercice, le report à nouveau ou résultat sous contrôle de tiers financeurs.

Elles ne peuvent servir que de fonds propres, pour l'absorption des déficits encourus ou pour constituer la réalisation d'un projet associatif.

Dans cette dernière hypothèse, les conditions sont :

- Être conforme à la réalisation de l'objet de l'association,
- Être clairement identifié, les coûts imputables au projet devant être nettement individualisés,
- Comprendre des dépenses importantes qui ne présentent pas un caractère annuel et qui ne peuvent être assimilées à des charges courantes de l'association,
- Faire l'objet d'une programmation établie sur la base d'un échéancier de dépenses nettement définies, qui peuvent se regrouper en deux grandes catégories :
 - Coûts des investissements,
 - Charges d'exploitation liées à la réalisation du « projet associatif ».

De par sa nature, le Centre de retraitement » alimente en positif ou négatif « les autres réserves » présentes dans la situation regroupée.

Lorsqu'il existe un projet d'investissement important, à court ou moyen terme, il sera proposé une affectation des excédents de gestion en réserves au titre : « **D'excédent affecté à l'investissement** ».

B.12. Résultat et affectation du résultat

Au sein d'une association gérant plusieurs établissements, relevant d'organismes de financement multiples, il est nécessaire de décomposer le résultat comptable en différents éléments et ce, en raison de mécanismes de financement spécifiques et de dispositions réglementaires particulières.

Il faudra distinguer :

- Le résultat définitivement acquis,
- Le résultat sous contrôle de tiers financeurs

1° Affectation du résultat comptable définitivement acquis

a) Déficit

C'est l'Assemblée Générale qui statue sur l'affectation du résultat déficitaire. Les modalités de répartition sont les suivantes :

- En diminution du report à nouveau créditeur

- En diminution des réserves.
- En report à nouveau débiteur
- La diminution de la réserve de compensation

b) Excédent

C'est l'Assemblée Générale qui statue sur l'affectation du résultat excédentaire. Les modalités de répartition sont les suivantes :

- En apurement du report à nouveau débiteur
- En constitution de réserves
- En complément du report à nouveau créditeur.

En alimentant les fonds associatifs sans droit de reprise.

2° Affectation du résultat comptable sous contrôle de tiers financeurs

L'affectation du résultat est encadrée par les dispositions réglementaires conformément à l'article R 314-234 du CASF. L'autorité de tarification tient compte des circonstances qui expliquent le résultat et décide de son affectation.

L'excédent est affecté :

1. en priorité à l'apurement des déficits antérieurs et de ce compte de résultat
2. à un compte de report à nouveau
3. au financement de mesure d'investissement
4. à un compte de réserve de compensation
5. à un compte de réserve de trésorerie limité à la couverture des besoins en fonds de roulement
6. à un compte d'excédent affecté à la compensation des charges d'amortissement des équipements, agencements et installations de mise aux normes de sécurité.

Le déficit est couvert :

1. En priorité par le compte de report à nouveau excédentaire de ce compte de résultat
2. Par la reprise de la réserve de ce compte de résultat
3. Pour le surplus éventuel, affecté à un compte de report à nouveau déficitaire de ce compte de résultat

L'affectation du résultat sera enregistrée l'année suivante conformément à l'acceptation de l'affectation notifiée par les organismes de financement. Le résultat peut être refusé, dans ce cas il s'agira d'une charge non opposable.

C'est le cas par exemple des provisions pour Congés Payés et de la provision retraite

B.13. Subventions

Sont comptabilisées dans ce compte, les subventions d'investissement obtenues, en considération d'investissements en immobilisations.

Les subventions d'investissements sont enregistrées à l'engagement et une reprise au compte de résultat est effectuée au même rythme que l'amortissement du bien concerné.

B.14. Provisions pour risques et charges

Les provisions sont des passifs certains ou probables dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise.

Les provisions sont constatées dès lors qu'il existe une obligation légale, réglementaire, conventionnelle ou reconnue par l'établissement, vis-à-vis d'un tiers, dont il est certain ou probable qu'elle entraînera une sortie de ressources au profit de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

La présomption que l'institution poursuivra son activité préside à la détermination des règles d'évaluation.

Les règles de fixation des provisions doivent être identiques d'un exercice à l'autre et appliquées systématiquement.

Un excès de provisions ou une provision devenue sans objet ne peut être maintenue ; une reprise de provision devra être opérée. Toutefois, ce principe ne peut faire obstacle à l'affectation donnée par le financeur en cas de dispositions spécifiques précisées à l'arrêté de financement.

Les provisions suivantes pourront être constituées :

a) Provisions pour litiges en cours

Elles sont constituées pour faire face au paiement de dommages-intérêts, d'indemnités ou de frais de procès (par exemple, honoraires d'avocats, expertises).

Lorsque la charge est probable, une provision doit être constituée **dès la naissance d'un risque** avant tout jugement et être maintenue (en l'ajustant si nécessaire) tant que le jugement n'est pas définitif.

Par jugement définitif, il faut entendre :

- Devant une juridiction civile : décision du tribunal sans appel ou arrêt de la cour d'appel sans recours en cassation ou arrêt de la Cour de cassation ;
- Devant une juridiction administrative : décision du tribunal administratif sans appel ou arrêt de la cour administrative d'appel sans recours en cassation ou arrêt en Conseil d'Etat.

Le relevé et l'estimation de ces litiges seront effectués par le siège social.

b) Provisions pour départ en retraite

Voir changement de méthode au profit de la méthode actuarielle.

c) Provisions pour travaux

Des provisions pour travaux peuvent être constituées :

- Des provisions pour travaux futurs : c'est notamment le cas lorsque le financeur intègre dans le prix de journée une provision pour atténuer la hausse du prix à la livraison des travaux.

- Des provisions pour gros entretien ou grandes révisions (PGE)
Pour être traitée comme provision pour gros entretien ou grandes révisions (PGE), la provision correspondante doit être destinée à couvrir des charges d'exploitation importantes ayant pour seul objet de vérifier le bon état de fonctionnement des installations et d'y apporter un entretien sans prolonger leur durée de vie au-delà de celle prévue initialement.

Les PGE doivent être justifiées par un plan pluriannuel d'entretien. Le montant des PGE correspond au montant des travaux identifiés dans ce plan, établi par immobilisation et par catégories de travaux. En fonction de la politique d'entretien décidée par établissement, le montant des PGE correspondra aux dépenses de gros entretiens des 2 à 5 prochaines années inscrites au plan établi dans les conditions précitées.

Ce plan est actualisé à chaque clôture d'exercice et le montant des PGE est ajusté en conséquence.

Les dépenses récurrentes telles que celles relatives aux contrats d'entretien n'entrent pas dans l'assiette des PGE.

B.15. Dettes financières

Sont classées sous ce poste, d'une part, les emprunts et, d'autre part, des dettes financières assimilées à des emprunts (dépôts et cautionnement reçus, avances de l'Etat et des autres collectivités publiques).

Les dettes sont portées au bilan à leur valeur nominale.

Sont également enregistrés, les intérêts courus non échus (ICNE).

Les charges financières correspondent aux charges calculées aux tableaux d'amortissements transmis par les organismes prêteurs.

B.16. Autres dettes

La rubrique « Avances et acomptes » est évaluée à sa valeur nominale.

La rubrique « Dettes fiscales et sociales » est évaluée à sa valeur nominale.

La provision pour congés à payer est calculée sur la période de référence (du 1^{er} juin au 31 décembre) et doit faire l'objet d'un calcul précis afin que la situation bilantaire reflète la réalité aussi fidèle que possible.

En cas de refus de la charge par le financeur, elle sera imputée en « dépenses non opposables au financeur ».

La rubrique « Autres dettes » est évaluée à sa valeur nominale.

B.17. Comptes de régularisation du passif

Les comptes de régularisation du passif sont enregistrés et évalués à leur valeur nominale.

Les "**produits constatés d'avance**" regroupent les prorata de produits reçus au cours de l'exercice ou d'un exercice antérieur qui sont à rattacher à un exercice ultérieur.

B.18. Charges et produits exceptionnels

Le résultat exceptionnel sera composé entre-autres des éléments suivants :

- a. Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice (produit exceptionnel sur opération de capital).
- b. Libéralités et dons reçus (Pharmacie...)
- c. Cession ou rebus d'immobilisation.

C. Mention des changements de réglementation comptable

Aucun changement de réglementation n'est intervenu à l'exception du décret du 29 décembre relatif à la mise en œuvre de la comptabilité analytique applicable aux EHPAD minoritairement habilité à l'aide sociale.

Sont concernés deux établissements :

- Les Fassoles à Talant avec 50 lits habilités à l'aide sociale sur 122
- L'EHPAD de Blon à Vaudry avec 10 lits habilités à l'aide sociale sur 61

D. Mention des changements de méthode comptable à l'initiative de l'entité

D.1. Valorisation des valeurs disponibles

- Dans le cadre de la centralisation de la trésorerie, quelques comptes courants sont créditeurs en raison de la mutualisation de trésorerie au sein d'une même banque, notamment Jean XXIII dans le cadre du préfinancement des travaux ainsi que le siège qui centralise toute la trésorerie dans le cadre de sa politique de placement.
- Antérieurement, par compensation, le pied de compte centralisé était uniquement comptabilisé à l'actif du bilan.
- A partir de 2023, comptabilisation à l'actif ou au passif sur base du solde réel de chaque établissement au 31/12, faisant ainsi abstraction de la centralisation acceptée par la banque.
 - C'est une modification importante du total du bilan
 - En 2022 : 7 161 754 €
 - En 2023 : 17 635 077 € (10% du bilan)

D.2. Comptabilisation des intérêts courus non échus des obligataires

- Jusqu'en 2022, les intérêts des obligataires étaient enregistrés au moment du paiement.
- A partir de 2023, comptabilisation les intérêts courus non échus au prorata de l'exercice.
- Ce montant s'élève à 725 852 €. C'est l'élément prépondérant de l'augmentation des produits financiers avec un effet *one shot*
 - C'est une amélioration de résultat compte tenu des impôts sur placements

D.3. Achat de produit de trésorerie à une valeur différente de la valeur nominale

- A partir de 2023, les produits de placements achetés à une valeur différente de sa valeur nominale seront comptabilisés directement en produits financiers.

- Antérieurement, la différence était imputée en charges réparties sur la durée du placement.
- Par dérogation, poursuite du schéma sur les lignes achetées avant 2023 avec une extinction en 2027 (charge dégressive de 127 665 € à 40 143 €).

D.4. Provisions congés-payés

- Au 31 décembre sont provisionnés les congés-payés restant à prendre sur la période de référence.
 - En 2023, cette charge représente 328 085 €
- Une directive européenne, en attente de sa transposition en droit français, permettra de maintenir le droit à congé payé pour les personnes en maladie non-professionnelle.
- Nous avons retenu l'hypothèse d'un maximum de 31 jours sur une période de 15 mois.
 - Cette mesure nouvelle – non budgétée – représente une charge de 571 129 €

D.5. Provisions indemnités de fin de carrière

- Jusqu'au 31/12/2022, la règle arrêtée par l'Association reposait la provision d'un 1/5^{ème} de l'indemnité due au cours des 5 années précédant l'âge de départ à taux pleins.
 - L'application de cette règle : provision de 883 482 €, en progression de 94 991 € par rapport à 2022
- A partir de 2023, introduction de la méthode actuarielle sur base du logiciel ESPACE IFC. La révision a été calculée sur l'ensemble des salariés sur base d'une série de paramètres dont :
 - L'inflation sur base d'un taux de 3.5 % pour 2023
 - Un taux de mortalité sur base de la table « TV 88/90 »
 - Un taux de progression de salaires, nous avons retenu 3%
 - Un taux de *turn over*, nous avons retenu 16,5% correspondant à la réalité 2023.
 - Ce modus operandi entraîne une provision de 889 982 €, en progression de 100 000 € si elle avait été appliquée en 2022.

D.6. Fonds de solidarité

Un fonds de solidarité existe depuis 2006 qui avait pour objet principal d'enregistrer :

- Le résultat de la prévoyance en partie internalisée depuis 2006 pour les arrêts de – 60 jours pour les non-cadres et de -90 jours pour les cadres afin de réduire le coût pour les établissements, même en tenant compte de l'imputation d'un salarié. Tout le reste du contrat prévoyance demeure externalisé.
- Le surplus des produits financiers non nécessaires à l'équilibre du Siège.

Le fonds de solidarité est fusionné au 01/01/2023 avec le Siège social, ce qui a engendré le transfert de l'ensemble de ses éléments d'actifs et passifs, à savoir un pied de bilan de 9 705 137,97 € au 31/12/2022.

D.7. Capitaux propres

- La nouvelle présentation des réserves, reports et résultats de l'exercice oblige à déterminer la part sous gestion contrôlée.
- Le bilan est présenté 100% sous gestion contrôlée, en ce compris le centre de retraitement.

- Le bilan 2022 sera corrigé pour respecter cette répartition de 100 % (voir Proforma à la fin de l'annexe).

D.8. Perspectives pour les comptes 2024

Une réflexion sera menée en Conseil d'Administration sur :

- **La pertinence de maintenir le centre de retraitement mis en place en 2000** afin d'enregistrer les écarts entre les règles administratives de financement et notamment les durées d'amortissement différentes d'un département à l'autre et le sujet des subventions amortissables ou non.
- **Une modification profonde de l'organisation comptable** qui s'est construite au fil du temps et des réformes. La démarche visera à réduire les opérations de retraitement au profit d'une optimisation de notre outil de gestion, d'une accélération de la digitalisation, de l'automatisation du traitement de la donnée et enfin l'intégration de l'intelligence artificielle. L'objectif sera de renforcer et d'objectiver la sécurisation des données et de disposer d'outils de gestion au quotidien plus agiles et davantage chaînés.

E. Informations sur les postes de l'actif

E.1. Immobilisations

Le tableau qui suit présente la situation des immobilisations de l'ACIS-France avec l'évolution entre 2022 et 2023 pour atteindre plus de 200 121 020 euros au 31/12/2023.

Les constructions et les immobilisations en cours représentent près de 80 % des immobilisations ; étant rappelé que :

- **Les immobilisations en cours** progressent sensiblement pour atteindre 13 578 744 € au 31/12/2023 au regard de deux opérations de construction à Montferrand-le-Château et Créhen alors que les reprises pour 1 445 013 € concernent essentiellement des installations techniques (Meaux et Quincy-sous-Sénart pour des installations de chauffage et eau chaude sanitaire).
- **Les constructions sur sol d'autrui** disparaissent compte tenu de l'apport immobilier de Jean XXIII à Montferrand-le-Château intervenu par acte notarié du 03 janvier 2023 [publié au service de la publicité foncière de Besançon : 103192704 n° répertorié 3005 – valeur 2023P N°286] à la suite du bail emphytéotique de 25 ans sur la période du 01/01/1998 au 31/12/2022.
- **Les immobilisations financières** représentent :
 - Un placement dans trois contrats de capitalisation contractés en 2005, 2006 et 2007 pour 1 223 151 €.
 - La part du 1 % logement remboursable après 20 ans pour 1 469 580 €.
- **Les autres immobilisations incorporelles** progressent sensiblement sur l'exercice (+61 %) suite à l'acquisition de licences pour la sécurité informatique [CISCO MERAKI].

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisitions Apports	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement de recherche et de développement	1 237 978,56		9 099,00	-	-	1 247 077,56	
Autres postes d'immobilisations incorporelles	128 186,67		78 147,47	-	-	206 334,14	
Immobilisations incorporelles	1 366 165,23	-	87 246,47	-	-	1 453 411,70	-
Terrains	6 992 601,92		-	-	-	6 992 601,92	
Constructions sur sol propre	146 067 647,98		154 668,60	-	18 562,04	146 203 754,54	
Constructions sur sol d'autrui	-		-	-	-	-	
Install.générales, agenc.et aménag.des constructions	-		-	-	-	-	
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 932 998,34		561 882,77	-	288 690,24	4 206 190,87	
Install.générales, agenc.et aménag. Divers	12 655 181,24		1 763 953,90	-	217 103,16	14 202 031,98	
Matériel de transport	771 861,77		163 441,78	-	183 078,99	752 224,56	
Matériel de bureau et informatique	712 707,93		74 564,76	-	14 239,49	773 033,20	
Immobilisations corporelles en cours	7 553 319,82		7 470 438,03	-	1 445 013,45	13 578 744,40	
Avances et acomptes	-		-	-	-	-	
Mobilier	8 581 756,31		929 714,72	-	255 175,13	9 256 295,90	
Immobilisations corporelles	187 268 075,31	-	11 118 664,56	-	2 421 862,50	195 964 877,37	-
Autres titres immobilisés	1 233 151,50		-	-	-	1 233 151,50	
Prêts et autres immobilisations financières	1 339 121,86		158 583,00	-	28 125,00	1 469 579,86	
Immobilisations financières	2 572 273,36	-	158 583,00	-	28 125,00	2 702 731,36	-
TOTAL GENERAL	191 206 513,90	-	11 364 494,03	-	2 449 987,50	200 121 020,43	-

Commentaires :

- Il est précisé que l'association ne dispose pas de bien inaliénable, que les immobilisations corporelles et financières n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation et ne bénéficient pas de donation temporaire d'usufruit.
- Les immobilisations sont évaluées à leur valeur d'acquisition conformément aux règles d'évaluation (Cf. Chapitre 2 « Principe et méthodes comptables » - paragraphe « Evaluation des actifs à la date d'entrée »).

E.2. Amortissements

Le tableau qui suit présente la situation des amortissements de l'ACIS-France qui atteint 104 192 240 € au 31/12/2023.

Le taux de vétusté des immobilisations corporelles atteint 53 % et les seules constructions atteignent 55 %.

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice	linéaires
Frais d'établissement de recherche et de développement	1 008 834,53 €	114 951,14 €	- €	1 123 785,67 €	114 951,14 €
Autres postes d'immobilisations incorporelles	96 899,06 €	24 751,34 €	- €	121 650,40 €	24 751,34 €
Immobilisations incorporelles	1 105 733,59 €	139 702,48 €	- €	1 245 436,07 €	139 702,48 €
Terrains	- €	- €	- €	- €	- €
Constructions sur sol propre	79 316 761,36 €	4 443 116,31 €	145 201,90 €	80 468 803,67 €	4 443 116,31 €
Constructions sur sol d'autrui	- €	- €	- €	- €	- €
Const; inst. Générales, agencements,...	- €	- €	- €	- €	- €
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 372 553,16 €	220 522,84 €	288 123,61 €	3 304 952,39 €	220 522,84 €
Autres Install.générales, agenc.et aménag. Divers	7 835 701,56 €	776 078,03 €	217 103,16 €	8 394 676,43 €	776 078,03 €
Matériel de transport	537 927,77 €	84 876,82 €	155 555,92 €	467 248,67 €	84 876,82 €
Matériel de bureau et informatique	574 620,71 €	66 603,01 €	14 098,28 €	627 125,44 €	66 603,01 €
Emballages récup et divers	- €	- €	- €	- €	- €
Mobilier	6 353 298,11 €	437 246,87 €	252 419,36 €	6 538 125,62 €	437 246,87 €
Immobilisations corporelles	97 990 862,67 €	6 028 443,88 €	1 072 502,23 €	102 946 804,32 €	6 028 443,88 €
Autres titres immobilisés	- €	- €	- €	- €	- €
Prêts et autres immobilisations financières	- €	- €	- €	- €	- €
Immobilisations financières	- €	- €	- €	- €	- €
TOTAL GENERAL	99 096 596,26 €	6 168 146,36 €	1 072 502,23 €	104 192 240,39 €	6 168 146,36 €

Commentaires :

- Les taux d'amortissement sont fixés conformément aux règles d'évaluation (Cf. Chapitre 2 « Principe et méthodes comptables » - paragraphe « Immobilisations corporelles »).
- Sauf stipulation contraire par le financeur et corrigé au Centre de retraitement et concernant La Maison des Augustines à Pont-de-Beauvoisin, Notre-Dame de France à Abbeville, Le Prieuré à Pontchâteau, La Compassion à Saint Firmin, Beau Site à Haroué, Saint Joseph à Etampes, EHPAD Abbé Charron à Chéroy et le Foyer du Col du Frêne à St Pierre d'Albigny qui constituent une charge supplémentaire de 148 772 €.

Centre de retraitement

Etablissements	Amortissements
Siège social	
Maison des Augustines - Pont-de-Beauvoisin	- 20 330,91
Notre-Dame de France - Abbeville	64 108,48
Jean XXIII - Montferrand-le-Château	53 407,56
Le Prieuré - Pontchâteau	- 6 433,76
La Providence - La Flèche	
La Compassion - Saint Firmin	9 653,88
Saint Vincent de Paul - Yvré l'Evêque	
Les Fassoles - Talant	
Centre Desfontaines - Quincy-sous-Sénart	
Centre Claudine Echernier - Chavanod	
Beau Site - Haroué	- 31 038,70
Saint Joseph - Etampes	- 84 115,65
Maison Saint Joseph - Créhen	
EHPAD Abbé Charron - Chéroy	- 116 252,24
EHPAD de Blon - Vaudry	
Les Augustines - Meaux	
Foyer du Col du Frêne - Saint Pierre d'Abigny	- 17 771,10
Retraitement	
Fonds de solidarité	
TOTAL	- 148 772,45

négatif : chg en +

- Les mises au rebut sont sans incidence sur le résultat à l'exception du matériel de transport dont la revente a été supérieure à la valeur nette comptable (+27 523 €).

E.3. Stocks

Le tableau qui suit présente la valorisation du stock de l'association en diminution de 10 %. L'écart le plus significatif concerne l'incontinence dont le stock avait doublé en 2022 suite à l'annonce du laboratoire d'une augmentation de 12 % en septembre 2022. **Le stock incontinence représente 25 % de l'ensemble du stock** et demeure toutefois plus important comparé aux exercices 2020 et 2021.

Types de stock	Stock au 31/12/2022	Variation 2023	Stock au 31/12/2023
Dispositifs médicaux	73 028	-6 854	66 174
Combustible	25 241	808	26 049
Produits d'entretien	53 872	-3 250	50 622
Fournitures d'atelier	63 695	4 716	68 411
Fournitures de bureau	22 026	2 916	24 942
Fournitures de loisirs	272	205	477
Fournitures hotelières	93 276	-8 263	85 013
Produits d'incontinence	143 054	-40 234	102 820
Stock alimentation	20 928	-1 061	19 867
Total	495 393	-51 018	444 375

Focus incontinence

	2020	2021	2022	2023
Stock incontinence	60 720 €	70 256 €	143 054 €	102 820 €

E.4. Créances

Le tableau qui suit montre la progression de toutes les créances, avec un coefficient 3 pour atteindre près de 10 658 607 €.

Précisons que toutes les créances progressent : résidents (+45 %), Département (+34 %), Etat (dotation soins non reçue au 31/12/2023 à l'inverse des exercices précédents), produits à recevoir sociaux (+30 %) ... mais **l'écart le plus significatif se concentre sur :**

- **Les subventions à recevoir** (+3 677 332 €) dans le cadre des deux opérations de reconstruction (EHPAD Jean XXIII à Montferrand-le-Château et Maison Saint Joseph à Créhen).
- **La TVA à recevoir** (+2 291 324 €) dans le cadre de ces deux mêmes opérations pour lesquelles nous avons une TVA à recevoir dans le cadre des conventions avec l'Etat puisque nous acquittons la TVA au taux marginal avec les entreprises et que nous demandons les remboursements au trimestre pour finalement acquitter la TVA un an après la livraison de l'opération.

Toutes les créances sont à moins d'un an, à l'exception des subventions à recevoir qui sont liquidées suivant un taux d'avancement et soldées à la livraison des travaux [Jean XXIII à Montferrand-le-Château et Saint Joseph à Créhen : 2026].

Les dépréciations de créances se limitent sur les créances clients qui se réduisent de 14 % entre les deux exercices pour atteindre 278 812 €. Le mode de calcul est précisé dans nos règles d'évaluation (Cf. Chapitre 2 « Principe et méthodes comptables » - paragraphe B.5. « Créances d'exploitation »).

Créances	Créances au 31/12/2022	Variation 2023	Créances au 31/12/2023
Résidents	692 604,10	309 175,76	1 001 779,86
Départements	1 638 092,85	526 576,37	2 164 669,22
ARS		361 795,88	361 795,88
Rabais, remises ristournes à obtenir	70 941,56	161 975,72	232 917,28
Produits à recevoir sociaux	583 726,76	171 289,72	755 016,48
Subventions à recevoir	210 000,00	3 677 332,00	3 887 332,00
TVA à recevoir	20 208,79	2 291 324,29	2 311 533,08
Autres	211 312,77	11 062,53	222 375,30
Dépréciation créances résidents	-326 407,68	47 595,57	-278 812,11
Total	3 100 479,15	7 558 127,84	10 658 606,99

E.5. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ne sont pas négligeables et représentent 1/3 du total bilantaire.

	2021	2022	2023
Valeurs mobilières de placement (VMP)	53 146 570 €	58 404 854 €	63 465 465 €
Dépréciation des VMP	-	- 5 255 354 €	- 3 450 152 €
Total actif bilan	53 146 570 €	53 149 500 €	60 015 313 €

- **La trésorerie progresse de 11 %** entre les deux exercices.
- **L'évaluation de la trésorerie repose sur la valeur d'achat.**
- **La dépréciation de la trésorerie** se calcule dès lors que la valeur de marché est inférieure à la valeur d'achat.
Nous avons ainsi en 2022, dans le cadre du contexte de manque de confiance des marchés, procédé à une dépréciation importante. L'amélioration de la situation, l'arrivée à terme de certaines lignes avec le rapprochement des échéances permettent de réduire cette dépréciation à 3.450 152 €.

Les plus-values latentes non inscrites au bilan représentent à valeur de marché au 31/12/2023 :

- Contrats de capitalisation..... 475 849 €
- OPCVM..... 346 741 €
- Obligataires..... 715 259 €
- **TOTAL 1 537 849 €**

E.6. Disponibilités

Les disponibilités progressent de 7 % entre les deux exercices et se répartissent comme suit :

Libellé	Montant au 31/12/2022	Variation 2023	Montant au 31/12/2023
Comptes courants	10 822 794	7 306 411	18 129 206
Livrets	4 745 369	-4 655 483	89 886
Comptes à terme	2 332 000	-1 500 000	832 000
Caisses	3 400	2 319	5 718
Total	17 903 562	1 153 247	19 056 810

Commentaire

- L'attention est attirée sur les comptes bancaires créditeurs notamment au Siège social et à Jean XXIII de Montferrand-le-Château qui progressent de 10,5 millions d'euros plus que totalement compensé par les soldes débiteurs des autres établissements.

Comptes courants

	Solde débiteur	Solde créditeur	Solde
2022	10 822 794 €	7 161 754 €	3 661 040 €
2023	18 129 206 €	17 635 077 €	494 129 €
Ecart	+7 306 412 €	-10 473 323 €	-3 166 911 €

E.7. Autres informations

a) Aucun leg, ni donation non inscrit au bilan

b) Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance diminuent de 12 %.

	Montant au 31/12/2022	Variation 2023	Montant au 31/12/2023
Achats	26 669	-14 485	12 184
Charges financières	57 368	24 013	81 381
Services extérieurs	84 441	43 787	128 228
Charges de personnel	2 544	9 933	12 477
Frais bancaires	434 162	-136 057	298 105
Total	605 185	-72 810	532 375

Commentaire

La diminution la plus significative concerne les frais bancaires et concerne les obligataires achetés avant 2023 à une valeur nominale différente. Il s'agit d'un cadre d'extinction sur la période 2023 à 2027 (voir chapitre D. Mention des changements de méthode comptable à l'initiative de l'entité).

F. Informations sur les postes de passif

F.1. Information sur les fonds propres

Les fonds propres progressent de 9 % entre les deux exercices.

	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	28 626 920,78				28 626 920,78
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation	3 203 661,63				3 203 661,63
Réserves	40 418 382,63	-4 300 274,88	4 264 262,39	-893 070,38	39 489 299,76
Dont Réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	28 563 336,28	-4 300 274,88	8 721 989,95	-893 070,38	32 091 980,97
Report à nouveau	6 384 135,93	652 705,78	2 020 110,67	-5 391 302,68	3 665 649,70
Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	6 384 135,93	652 705,78	2 020 110,67	-5 391 302,68	3 665 649,70
Excédent ou déficit de l'exercice	-3 647 569,10	3 647 569,10	3 976 883,76		3 976 883,76
Dont résultat des activités sociale et médico-sociales sous gestion contrôlée	-3 647 569,10	3 647 569,10	3 976 883,76		3 976 883,76
Situation nette	74 985 531,87	0,00	10 261 256,82	-6 284 373,06	78 962 415,63
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	10 532 664,10		4 522 966,58	-579 678,78	14 475 951,90
Provisions réglementées					
TOTAL	85 518 195,97	0,00	14 784 223,40	-6 864 051,84	93 438 367,53

Commentaire

Aucun changement de méthode, d'estimation ou de réévaluation sur l'exercice. Les principaux écarts portant sur :

1. Les fonds propres augmentent de 7 920 172 €, qui s'explique essentiellement par :

. Le résultat de l'exercice.....	3 976 884 €
. Subventions d'investissements.....	3 943 288 €
Maison des Augustines - Pont-de-Beauvoisin	-25 191
Notre-Dame de France - Abbeville	-4 005
Jean XXIII - Montferrand-le-Château	-13 489
Le Prieuré - Pontchâteau	-2 384
La Providence - La Flèche	-63 699
La Compassion - Saint-Firmin	-9 644
Saint-Vincent de Paul - Yvre L'Evêque	-31 539
Centre Desfontaines - Quincy-sous-Sénart	-6 246
Centre Claudine Echernier - Chavanod	-21 147
Beau Site - Haroue	-60 472
Saint-Joseph - Etampes	-62 743
Saint-Joseph - Créhen	-2 116
EHPAD Abbé Charron - Cheroy	-40 387
Maison des Augustines - Meaux	-4 590
Centre de retraitement	-232 027
Subventions reçues dans le cadre du PAI	616 412
Subventions reçues dans le cadre du chantier - Créhen	240 000
Subventions reçues dans le cadre du chantier - Montferrand-le-Château	2 546 555
Subventions à recevoir dans le cadre du chantier - Créhen	1 120 000

F.2. Information sur les fonds dédiés

Le tableau qui suit présente l'ensemble des fonds dédiés par objet et par établissement :

Etablissement		Libellé	A l'ouverture de l'exercice 2023		Utilisation 2023		A la clôture de l'exercice 2023		
			Montant à l'ouverture de l'exercice 2023	Reports	Montant global	Dont remboursement	Transferts	Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Notre-Dame de France à Abbéville	Mobilier restaurant		40 384,27 €					40 384,27 €	40 384 €
Notre-Dame de France à Abbéville	Formation soin		50 849,00 €		- 2 232 €			48 617,23 €	48 617 €
Notre-Dame de France à Abbéville	Baignoire thérapeutique		5 214,00 €		- 1 043 €			4 171,20 €	4 171 €
Notre-Dame de France à Abbéville	Chariot d'urgence		1 603,00 €		- €			1 603,00 €	1 603 €
Notre-Dame de France à Abbéville	Matériel soin (lits + adaptables+ rail)		38 400,00 €					38 400,00 €	38 400 €
Notre-Dame de France à Abbéville	Mobilier PASA		7 263,00 €					7 263,00 €	7 263 €
Notre-Dame de France à Abbéville	Rails de transfert (sol de PAI 2021)		12 530,04 €		- 1 406 €			11 124,39 €	11 124 €
Notre-Dame de France à Abbéville	Ordures ménagères (plus de Th)		8 000,00 €		- €			8 000,00 €	8 000 €
Total ABBEVILLE			164 243,31 €	- €	- 4 680,22 €	- €	- €	159 563,09 €	159 563,09 €
Centre Claudine Echernier-Chavanod	BORNES WIFI		3 300 €		- 1 200 €			2 100 €	- €
Centre Claudine Echernier-Chavanod	Remplacement chaudière		50 000 €					50 000 €	50 000 €
Centre Claudine Echernier-Chavanod	Peinture des circulations		32 000 €					32 000 €	32 000 €
Centre Claudine Echernier-Chavanod	Store salle à manger		26 522 €					26 522 €	26 522 €
Centre Claudine Echernier-Chavanod	Rails plafonniers		10 000 €		- 724 €			9 276 €	
Centre Claudine Echernier-Chavanod	11 lits médicalisés		24 000 €		- €			24 000 €	24 000 €
Centre Claudine Echernier-Chavanod	Formation DEAS (Villate: 15K€; Abisset: 25K€)		44 320 €		- 11 174 €			33 146 €	33 146 €
Centre Claudine Echernier-Chavanod	IDE de nuit		74 034 €		- €			74 034 €	74 034 €
Centre Claudine Echernier-Chavanod	Réseau ECS		89 210 €		- 5 947 €			83 263 €	- €
Centre Claudine Echernier-Chavanod	Rails de transfert		48 138 €		- 6 422 €			41 716 €	- €
Centre Claudine Echernier-Chavanod	Entretien bâtiment		200 000 €		- €			200 000 €	200 000 €
Centre Claudine Echernier-Chavanod	Téléphonie		50 558 €		- €			50 558 €	50 558 €
Total CHAVANOD			652 082,03 €	- €	- 25 467,17 €	- €	- €	626 614,86 €	490 260,74 €
EHPAD Abbé Charron - Chéroy	Chariot de douche		1 763 €		- 600 €			1 163 €	
EHPAD Abbé Charron - Chéroy	Rails de transfert		25 802 €		- 3 626 €			22 177 €	- €
Total CHEROY			27 565,65 €	- €	- 4 225,81 €	- €	- €	23 339,84 €	- €
Maison St Joseph - Gréhen	Entretien bâtiment		9 429 €		- 9 429 €			- €	- €
Maison St Joseph - Gréhen	Formation dipl.o. AS-AMP Mme Charpentier		35 000 €		- 28 654 €			6 345,90 €	- €
Maison St Joseph - Gréhen	Formation GRONDIN Doriance 12/23 à 07/25			28 212 €				28 211,77 €	- €
Maison St Joseph - Gréhen	Divers matériels (lits, chaise de douche, baignoire)		140 298 €		- 1 411 €			138 887,17 €	
Maison St Joseph - Gréhen	Lits médicaux		9 874 €					9 873,60 €	
Maison St Joseph - Gréhen	Chantier 2023-2026		624 000 €	100 000 €				724 000,00 €	- €
Maison St Joseph - Gréhen	Chantier 2023-2026		77 793 €					77 792,60 €	
Total GREHEN			896 393,56 €	128 211,77 €	- 39 494,26 €	- €	- €	985 111,04 €	- €
Saint Joseph - Etampes	Bornes wifi		3 857 €		- 1 545 €			2 312 €	- €
Saint Joseph - Etampes	Climatiseurs		1 112 €		- 540 €			572 €	- €
Saint Joseph - Etampes	Formations		67 950 €		- 3 912 €			64 038 €	- €
Saint Joseph - Etampes	Rails de transfert		50 092 €		- 6 593 €			43 499 €	- €
Total ETAMPES			123 010,34 €	- €	- 12 589,25 €	- €	- €	110 421,09 €	- €

Etablissement	Libellé	A l'ouverture de l'exercice 2023		Utilisation 2023			A la clôture de l'exercice 2023	
		Montant à l'ouverture de l'exercice 2023	Reports	Montant global	Dont remboursement	Transferts	Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
EHPAD Beau Site - Haroué	Autolaveuse, téléphonie, store, mobilier	129 800 €		-	2 513 €		127 287,00 €	127 287 €
EHPAD Beau Site - Haroué	Crédit supp ASQ	61 301 €		-	- €		61 301,00 €	61 301 €
EHPAD Beau Site - Haroué	Distributeur de gel (réaff avec accord de l'ARS)	1 000 €			-	1 000 €	- €	- €
EHPAD Beau Site - Haroué	Chariot ménage		1 000 €				1 000,00 €	- €
EHPAD Beau Site - Haroué	CLACT 24 rails+ 6 moteurs	19 998 €		-	2 895 €		17 102,47 €	- €
EHPAD Beau Site - Haroué	CLACT 20 lits médicalisés	14 703 €		-	1 847 €		12 855,78 €	- €
EHPAD Beau Site - Haroué	Formation	72 874 €		-	26 078 €		46 796,73 €	- €
EHPAD Beau Site - Haroué	Formations ASG	7 160 €		-	6 370 €		790,20 €	- €
EHPAD Beau Site - Haroué	Inv. Pour décarbonation	-	8 200 €		-		8 200,00 €	- €
EHPAD Beau Site - Haroué	Matériel mutualisation (véhicule et matériel cuisine)	58 961 €		-	8 887 €		50 073,98 €	- €
EHPAD Beau Site - Haroué	Store administratif	1 979 €		-	424 €		1 555,21 €	- €
	Total HAROUÉ	367 776,23 €	9 200,00 €	-	49 013,86 €	- 1 000,00 €	326 962,37 €	188 588,00 €
La Providence - La Fleche	Appel malade	144 097,22 €		-	12 500 €		131 597,22 €	- €
La Providence - La Fleche	Chariot repas	51 400,00 €		-			51 400,00 €	51 400 €
La Providence - La Fleche	Matelas	4 950,22 €		-	3 869 €		1 080,94 €	- €
La Providence - La Fleche	Travaux ECS	65 000,00 €		-	2 937 €		62 062,51 €	62 063 €
La Providence - La Fleche	Formation AS et activité physique	9 879,87 €					9 879,87 €	9 880 €
La Providence - La Fleche	Verticalisateurs	2 440,66 €					2 440,66 €	2 441 €
	Total LA FLECHE	277 767,97 €	- €	-	19 306,77 €	- €	258 461,20 €	125 783,04 €
Les Augustines - Meaux	Formation IDE	7 542 €		-	- €		7 542 €	7 542 €
Les Augustines - Meaux	Légionelle + travaux d'accès	500 000 €		-	35 533 €		464 467 €	- €
Les Augustines - Meaux	Médecin	5 600 €		-	- €		5 600 €	5 600 €
Les Augustines - Meaux	Médecin 0,10 ETP	12 000 €		-	- €		12 000 €	- €
Les Augustines - Meaux	Médecin 0,10 ETP	12 000 €		-	- €		12 000 €	12 000 €
Les Augustines - Meaux	Médecin temps supplémentaire	12 000 €		-	- €		12 000 €	12 000 €
Les Augustines - Meaux	Réfection des chambres	449 386 €		-	8 159 €		441 227 €	- €
	Total MEAUX	998 527,89 €	- €	-	43 691,76 €	- €	954 836,13 €	37 142,00 €
Jean XXIII - Montferand-le-Château	2 tables d'activité AAP	11 231,88 €		-	3 538 €		7 694,28 €	- €
Jean XXIII - Montferand-le-Château	Chantier 2024	1 276 820,57 €	400 000 €				1 676 820,57 €	- €
Jean XXIII - Montferand-le-Château	Bucco-dentaire (formation, atelier, matériel)	4 562,00 €		-	- €		4 562,00 €	- €
Jean XXIII - Montferand-le-Château	Chariots à médicaments	207,85 €		-	208 €		0,00 €	- €
Jean XXIII - Montferand-le-Château	Lits surbaissés	3 000,00 €		-	500 €		2 500,00 €	- €
Jean XXIII - Montferand-le-Château	Chariot de douche	3 000,00 €		-			3 000,00 €	3 000 €
Jean XXIII - Montferand-le-Château	Matériel soin (dont lits	- €	161 280 €	-	- €		161 280,00 €	- €
Jean XXIII - Montferand-le-Château	Lits médicalisés et chariot médicament	34 750,00 €		-	828 €		33 922,29 €	- €
Jean XXIII - Montferand-le-Château	Rails de transfert	32 500,00 €					32 500,00 €	32 500 €
	Total MONTFERAND LE CHÂTEAU	1 366 072,30 €	561 280,00 €	-	5 073,16 €	- €	1 927 279,14 €	40 062,00 €

Etablissement	Libellé	A l'ouverture de l'exercice 2023		Utilisation 2023			A la clôture de l'exercice 2023	
		Montant à l'ouverture de l'exercice 2023	Reports	Montant global	Dont remboursement	Transferts	Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Le Prieuré - Pontchâteau	Réfection de la chapelle	18 842 €		-	632 €		18 210,24 €	
Le Prieuré - Pontchâteau	Bac à graisse	11 770 €		-	458 €		11 312,28 €	
Le Prieuré - Pontchâteau	Vitrage solaire (reliquat du PAI)	9 729 €		-	660 €		9 069,16 €	
Le Prieuré - Pontchâteau	PASA	54 762 €					54 761,61 €	54 762 €
Le Prieuré - Pontchâteau	PASA	55 000 €			- €		55 000,00 €	55 000 €
Le Prieuré - Pontchâteau	PASA 2021	260 000 €			- €		260 000,00 €	260 000 €
Le Prieuré - Pontchâteau	QVT 2022 (augmentation psy)	3 038 €		-	800 €		2 238,00 €	
Le Prieuré - Pontchâteau	Ventilation de la chapelle	5 488 €		-	2 744 €		2 744,00 €	- €
Le Prieuré - Pontchâteau	Rail de transfert	15 234 €		-	2 066 €		13 168,36 €	- €
Total PONTCHATEAU		433 862,74 €	- €	- 7 359,09 €	- €	- €	426 503,65 €	369 761,61 €
La Maison des Augustines-Pont-de-Beauvoisin	Chantier	250 000,00 €					250 000,00 €	- €
La Maison des Augustines-Pont-de-Beauvoisin	Lave vaisselle, mobilier, auto-laveuse, signalétique	55 426,29 €		-	5 188 €		50 238,48 €	- €
La Maison des Augustines-Pont-de-Beauvoisin	Formation	48 824,48 €		-	3 090 €		45 734,04 €	- €
La Maison des Augustines-Pont-de-Beauvoisin	Toventafel, lit, moteur rail, matelas	55 000,00 €		-	5 321 €		49 679,04 €	49 679 €
La Maison des Augustines-Pont-de-Beauvoisin	Rails de transfert	44 532,04 €		-	5 118 €		39 413,97 €	39 414 €
La Maison des Augustines-Pont-de-Beauvoisin	Transformation armoire SSI	13 413,64 €		-	447 €		12 966,52 €	- €
Total PONT DE BEAUVOISIN		467 196,45 €	- €	- 19 164,40 €	- €	- €	448 032,05 €	89 083,01 €
Centre Des fontaines-Quincy-sous-Sénart	Chaudferrie	250 000 €		-	16 667 €		233 333 €	- €
Centre Des fontaines-Quincy-sous-Sénart	Mobilier de la salle de séjour (Îlot Cantal)	10 000 €					10 000 €	10 000 €
Centre Des fontaines-Quincy-sous-Sénart	Auto-laveuse	6 000 €		-	265 €		5 735 €	
Centre Des fontaines-Quincy-sous-Sénart	Mur clôture	10 000 €		-	506 €		9 494 €	
Centre Des fontaines-Quincy-sous-Sénart	Matériel dans le cadre de la rénovation cuisine	19 000 €					19 000 €	19 000 €
Centre Des fontaines-Quincy-sous-Sénart	Formation "la toilette relationnelle"	9 326 €		-	5 712 €		3 614 €	- €
Centre Des fontaines-Quincy-sous-Sénart	3 moteurs de rails	5 441 €		-	602 €		4 839 €	- €
Centre Des fontaines-Quincy-sous-Sénart	13 rails plafonniers	22 460 €		-	1 093 €		21 367 €	- €
Centre Des fontaines-Quincy-sous-Sénart	Baignoire médicalisée	11 905 €					11 905 €	11 905 €
Centre Des fontaines-Quincy-sous-Sénart	2 chaises de douche	6 000 €					6 000 €	6 000 €
Centre Des fontaines-Quincy-sous-Sénart	5 Chariots de soins	4 000 €					4 000 €	4 000 €
Centre Des fontaines-Quincy-sous-Sénart	5 lits médicalisés	10 000 €					10 000 €	10 000 €
Centre Des fontaines-Quincy-sous-Sénart	Prestation médecin (CPAM)	15 420 €					15 420 €	15 420 €
Centre Des fontaines-Quincy-sous-Sénart	Rails de transfert	48 555 €		-	6 540 €		42 015 €	- €
Centre Des fontaines-Quincy-sous-Sénart	Recrutement et formation cadre de santé	50 000 €					50 000 €	50 000 €
Centre Des fontaines-Quincy-sous-Sénart	Travaux climatisation salle restauration	20 000 €			- €		20 000 €	20 000 €
Centre Des fontaines-Quincy-sous-Sénart	Vitrage solaire 10 chambres	40 000 €					40 000 €	40 000 €
Total QUINCY SOUS SENART		538 107,37 €	- €	- 31 384,84 €	- €	- €	506 722,53 €	186 325,00 €
Retraitement	Rails de transfert	35 936 €		-	4 649 €		31 287 €	- €
Total RETRAITEMENT		35 935,80 €	- €	- 4 649,19 €	- €	- €	31 286,61 €	- €

Etablissement	Libellé	A l'ouverture de l'exercice 2023		Utilisation 2023			A la clôture de l'exercice 2023	
		Montant à l'ouverture de l'exercice 2023	Reports	Montant global	Dont remboursement	Transferts	Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
La Compassion - Saint Firmin	Mobilier, travaux chapelle et aménagement terrasse	146 523,17 €		-	589 €		145 934,59 €	- €
La Compassion - Saint Firmin	Appel malade	50 000,00 €					50 000,00 €	50 000 €
La Compassion - Saint Firmin	Chaise de douche	5 322,00 €		-	799 €		4 522,70 €	
La Compassion - Saint Firmin	Verticalisateurs	2 553,00 €		-	97 €		2 455,95 €	
La Compassion - Saint Firmin	Lampe de détecteur de chute	25 500,00 €					25 500,00 €	25 500 €
La Compassion - Saint Firmin	10 lits médicalisés	22 000,00 €		-	1 517 €		20 482,94 €	
La Compassion - Saint Firmin	Moteur de rail	1 196,50 €					1 196,50 €	1 197 €
La Compassion - Saint Firmin	Formation	75 344,25 €		-	22 253 €		53 091,42 €	
La Compassion - Saint Firmin	Distributeur de gel (réaff avec accord de l'ARS)	1 000,00 €			- €	- 1 000 €	- €	- €
La Compassion - Saint Firmin	Chariot de ménage		1 000 €				1 000,00 €	
La Compassion - Saint Firmin	Eco énergie (lampadaire *23)	4 494,00 €		-	452 €		4 042,10 €	- €
La Compassion - Saint Firmin	Evaluation externe	2 000,00 €		-	2 000 €		- €	- €
La Compassion - Saint Firmin	Inv. Pour décarbonation		10 800 €				10 800,00 €	- €
La Compassion - Saint Firmin	Lits médicalisés	11 281 €		-	1 385 €		9 895,77 €	- €
La Compassion - Saint Firmin	Prévention vieillir en bonne santé	3 820,00 €		-	3 820 €		- €	- €
La Compassion - Saint Firmin	Rail plafonnier	7 957,82 €		-	1 144 €		6 814,29 €	- €
La Compassion - Saint Firmin	Renouv. Réseau d'eau	11 158,31 €		-	1 717 €		9 441,64 €	- €
La Compassion - Saint Firmin	Téléphonie	100 000,00 €					100 000,00 €	100 000 €
Total SAINT FIRMIN		470 149,92 €	11 800,00 €	- 35 772,02 €	- €	- 1 000,00 €	445 177,90 €	176 696,50 €
Foyer du Col du Frêne-St-Pierre d'Albigny	5 tablettes résidents	2 525 €		-			2 525 €	- €
Foyer du Col du Frêne-St-Pierre d'Albigny	Chariot de douche	749 €		-	749 €		- €	- €
Foyer du Col du Frêne-St-Pierre d'Albigny	Climatisation	32 356 €		-	3 818 €		28 538 €	- €
Foyer du Col du Frêne-St-Pierre d'Albigny	Verticalisateurs	3 190 €		-	696 €		2 494 €	- €
Foyer du Col du Frêne-St-Pierre d'Albigny	Sports adaptés	- €	1 000 €				1 000 €	- €
Total SAINT PIERRE D'ALBIGNY		38 819,85 €	1 000,00 €	- 5 262,86 €	- €	- €	34 556,99 €	- €
Les Fassoles - Talant	Aide héb. Temporaire	5 400,00 €		-	5 400 €		- €	- €
Les Fassoles - Talant	Aide héb. Temporaire 2022	5 390,00 €		-	5 390 €		- €	- €
Les Fassoles - Talant	QVT pour matériel soin	13 574,00 €		-	758 €		12 816,41 €	- €
Les Fassoles - Talant	Rails de transfert	24 778,54 €		-	3 476 €		21 302,26 €	- €
Les Fassoles - Talant	Téléphonie, chaufferie	53 331,00 €		-	6 667 €		46 664,00 €	- €
Total TALANT		102 473,54 €	- €	- 21 690,87 €	- €	- €	80 782,67 €	- €
EHPAD de Blon - Vaudry	Rails de transfert	22 661 €		-	3 054 €		19 607 €	- €
Total VAUDRY		22 660,55 €	- €	- 3 053,98 €	- €	- €	19 606,57 €	- €
Saint Vincent de Paul - Yvré l'Evêque	Bornes Wifi	3 377,54 €		-	1 398 €		1 979,94 €	- €
Saint Vincent de Paul - Yvré l'Evêque	UPAD - Cantou	177 600,00 €		-	- €		177 600,00 €	177 600 €
Saint Vincent de Paul - Yvré l'Evêque	Formation	5 430,00 €		-	- €		5 430,00 €	5 430 €
Saint Vincent de Paul - Yvré l'Evêque	Ordures ménagères (plus de Taxe habitation)	8 000,00 €		-	- €		8 000,00 €	8 000 €
Saint Vincent de Paul - Yvré l'Evêque	Rails de transferts	15 273,86 €		-	2 111 €		13 163,35 €	- €
Saint Vincent de Paul - Yvré l'Evêque	Téléphonie	100 000,00 €		-	- €		100 000,00 €	100 000 €
Total YVRE L'EVEQUE		309 681,40 €	- €	- 3 508,11 €	- €	- €	306 173,29 €	291 030,00 €
Total		7 292 326,90 €	711 491,77 €	- 335 987,62 €	- €	- 2 000,00 €	7 666 431,02 €	2 154 304,99 €

Commentaires

Ce tableau montre que les autorités de contrôle et de tarification nous accompagnent pour favoriser la réalisation de nombreux projets.

L'exercice permet d'augmenter les fonds dédiés de près de 711 492 € essentiellement au niveau des deux opérations immobilières en cours (Jean XXIII à Montferrand-le-Château et Maison St Joseph à Créhen) car les Conseils départementaux respectifs ont intégré une provision pour travaux afin de réduire l'impact lors de la livraison des bâtiments.

Ces deux établissements concentrent 97 % de la hausse de l'exercice.

Par ailleurs, l'amortissement des projets mis en œuvre et financés par les fonds dédiés représente +/- 5 % des fonds affectés.

Nous avons une ligne au Centre de retraitement car le Conseil départemental des Côtes d'Armor, dans le cadre d'un CNR pour rails de transfert, a demandé explicitement que le crédit soit affecté en réserve réglementée et non en fonds dédiés, ce que nous avons fait dans la comptabilité de la Maison St Joseph de Créhen.

Le Centre de retraitement vient corriger l'écriture pour annuler ladite provision réglementée comme pour les autres établissements en fonds dédiés.

Il est enfin précisé que l'ensemble de ces fonds dédiés a été transmis fin 2022 à chaque autorité de tarification afin de bien flécher chaque ligne dans le cadre d'un courrier accompagnant les Plans Pluriannuels d'investissements.

Le tableau qui précède, plus clair, sera transmis à chaque financeur.

F.3. Les subventions d'investissement

Le tableau qui suit présente l'ensemble des subventions d'investissement par établissement, lesquelles sont amorties soit en établissement, soit au Centre de retraitement.

L'amortissement de ces subventions représente une recette de 579 680 € pour l'ensemble de l'Association.

Etablissement	Année obtention subvention	Libellé	Subvention initiale	Solde 2022 ETS + RET	Amortissement ETS	Amortissement RET	APPORT 2023	Solde 2023
La maison des Augustines - Pont-de-Beauvoisin	1999	AVA	36 588,00 €	228 177,35 €	-	30 825,99 €		197 351,36 €
		CAPICAF	54 882,00 €					
		CIPRA	18 294,00 €					
		DEPT	473 354,00 €					
		Fondation de France	12 196,00 €					
		GDF	18 385,00 €					
		MSA	9 146,00 €					
	2006	Region Rhône Alpes	191 011,00 €	122 257,09 €	-			122 257,09 €
		AVA	13 740,00 €					
		DEPARTEMENT	36 800,00 €					
		DEPARTEMENT 73	110 200,00 €					
		ORGANIC	32 060,00 €					
Notre Dame de France - Abbeville	2018 et 2020	CNSA	700 000,00 €	678 787,88 €	21 212,12 €			657 575,76 €
		PAI NUMERIQUE	4 000,00 €	4 000,00 €				4 000,00 €
		PAI 2021	21 705,25 €	- €	3 979,29 €		21 705,25 €	17 725,96 €
		PAI 2022	24 681,00 €	- €			24 681,00 €	24 681,00 €
		TOTAL POINT DE BEAUVOISIN	1 757 042,25 €	1 033 222,32 €	25 191,41 €	30 825,99 €	46 386,25 €	1 023 591,17 €
	2003	SUBVENTION CD	493 674,61 €	188 772,58 €	- €	14 520,97 €		174 251,61 €
		PAI NUMERIQUE	4 000,00 €	4 000,00 €				4 000,00 €
		PAI 2021	25 516,00 €	24 957,29 €	984,29 €			23 973,00 €
		PAI 2022	24 147,21 €	- €	3 021,18 €		24 147,21 €	21 126,03 €
Jean XXIII - Montferrand le Château	TOTAL ABBEVILLE	DEPARTEMENT	547 337,82 €	217 729,87 €	4 005,47 €	14 520,97 €	24 147,21 €	223 350,64 €
		CNSA PAI	1 991 387,00 €	1 194 832,00 €			796 555,00 €	1 991 387,00 €
		PAI NUMERIQUE	2 500 000,00 €	750 000,00 €			1 750 000,00 €	2 500 000,00 €
		PAI NUM. DEPT	4 000,00 €	4 000,00 €				4 000,00 €
		PAI 2021	143 738,00 €	43 121,00 €	1 889,93 €		100 617,00 €	141 848,07 €
	2020-2021-2023	PAI 2021	45 226,33 €	43 791,76 €	6 727,87 €			37 063,89 €
		PAI 2022	43 665,23 €	- €	4 870,97 €		43 665,23 €	38 794,26 €
		TOTAL MONTFERRAND LE CHÂTEAU	4 728 016,56 €	2 035 744,76 €	13 488,77 €	- €	2 690 837,23 €	4 713 093,22 €

Etablissement	Année obtention subvention	Libellé	Subvention initiale	Solde 2022 ETS + RET	Amortissement ETS	Amortissement RET	APPORT 2023	Solde 2023
Le Prieuré - Pontchâteau	2018	SUBV. CHANTIER	1 550 131,93 €	576 154,25 €		52 080,69 €		524 073,56 €
	2021	PAI NUMERIQUE	4 000,00 €	4 000,00 €				4 000,00 €
	2023	PAI 2021	17 604,00 €	- €	2 383,78 €		17 604,00 €	15 220,22 €
	2023	PAI 2022	19 964,00 €	- €			19 964,00 €	19 964,00 €
TOTAL PONTCHATEAU			1 591 699,93 €	580 154,25 €	2 383,78 €	52 080,69 €	37 568,00 €	563 257,78 €
La Providence - La Flèche	2005-2006-2007-2008	SUBV. CG CHANTIER	2 151 374,64 €	1 104 466,95 €	51 713,37 €	16 173,46 €		1 036 580,12 €
	2006	SUBV. EDF	5 780,52 €	5 780,52 €				5 780,52 €
	2019	FIR ARS	27 835,00 €	16 701,00 €		2 783,50 €		13 917,50 €
	2021	PAI NUMERIQUE	4 000,00 €	4 000,00 €				4 000,00 €
	2022	PAI 2021	37 727,00 €	35 121,36 €	4 199,67 €			30 921,69 €
	2022	DEPT	90 000,00 €	86 064,49 €	7 786,06 €			78 278,43 €
	2023	PAI 2022	41 414,00 €	- €			41 414,00 €	41 414,00 €
TOTAL LA FLECHE			2 358 131,16 €	1 252 134,32 €	63 699,10 €	18 956,96 €	41 414,00 €	1 210 892,26 €
La Compassion - Saint Firmin	avant reprise	SUBV. CHANTIER	1 777 935,00 €	434 412,21 €		53 740,91 €		380 671,30 €
	2016	CONGREGATION	80 000,00 €	32 000,00 €	8 000,00 €			24 000,00 €
	2021	PAI NUMERIQUE	4 000,00 €	4 000,00 €				4 000,00 €
	2022	PAI 2021	16 440,00 €	15 695,00 €	1 644,00 €			14 051,00 €
	2023	PAI 2022	24 681,00 €	- €			24 681,00 €	24 681,00 €
TOTAL SAINT FIRMIN			1 903 056,00 €	486 107,21 €	9 644,00 €	53 740,91 €	24 681,00 €	447 403,30 €
St Vincent de Paul - Yvré l'Evêque	2004-2005	DEPARTEMENT 72	1 161 060,00 €	725 662,80 €	29 026,48 €			696 636,32 €
	2021	PAI NUMERIQUE	4 000,00 €	4 000,00 €				4 000,00 €
	2023	PAI 2021	24 517,00 €	- €	2 512,34 €		24 517,00 €	22 004,66 €
	2023	PAI 2022	28 556,00 €	- €			28 556,00 €	28 556,00 €
TOTAL YVRE L'EVEQUE			1 218 133,00 €	729 662,80 €	31 538,82 €	- €	53 073,00 €	751 196,98 €
Les Fassoles - Talant	2021	PAI NUMERIQUE	4 000,00 €	4 000,00 €				4 000,00 €
TOTAL LES FASSOLES			4 000,00 €	4 000,00 €	- €	- €	- €	4 000,00 €
Centre Desfontaines Quincy Sous Sénart	2021	PAI NUMERIQUE	4 000,00 €	4 000,00 €				4 000,00 €
	2022	PAI 2021	27 000,00 €	27 000,00 €	4 950,01 €			22 049,99 €
	2023	PAI 2022	35 580,66 €	- €	1 295,76 €		35 580,66 €	34 284,90 €
TOTAL QUINCY SOUS SENART			66 580,66 €	31 000,00 €	6 245,77 €	- €	35 580,66 €	60 334,89 €
Centre Claudine Echernier - Chavanod	2009	SAVOIE	2 151 687,00 €	1 122 572,25 €	19 260,77 €	46 952,87 €		1 056 358,61 €
	2021	PAI NUMERIQUE	4 000,00 €	4 000,00 €				4 000,00 €
	2023	PAI 2021	28 299,25 €	- €	1 886,62 €		28 299,25 €	26 412,63 €
	2023	PAI 2022	28 531,00 €	- €			28 531,00 €	28 531,00 €
TOTAL CHAVANOD			2 212 517,25 €	1 126 572,25 €	21 147,39 €	46 952,87 €	56 830,25 €	1 115 302,24 €

Etablissement	Année obtention subvention	Libellé	Subvention initiale	Solde 2022 ETS + RET	Amortissement ETS	Amortissement RET	APPORT 2023	Solde 2023
Beau Site - Haroué	2008-2010-2011	CNSA	1 000 000,00 €					
	2007-2009	CG 54	964 805,00 €	1 130 287,93 €	58 224,96 €	9 241,33 €		1 062 821,64 €
	2011	RSI	70 000,00 €					
	2010	CONSEIL REGIONAL	36 612,00 €	36 612,00 €				36 612,00 €
	2010	FEDER	43 464,16 €	43 464,16 €				43 464,16 €
	2011	ADEME	50 389,00 €	50 389,00 €				50 389,00 €
	2021	PAI NUMERIQUE	4 000,00 €	4 000,00 €				4 000,00 €
	2022	PAI 2021	22 468,00 €	21 597,80 €	2 246,80 €			19 351,00 €
	2023	PAI 2022	33 420,00 €	- €			33 420,00 €	33 420,00 €
	TOTAL HAROUÉ		2 225 158,16 €	1 286 350,89 €	60 471,76 €	9 241,33 €	33 420,00 €	1 250 057,80 €
Saint Joseph - Etampes	2010-2011-2012-2014	CONSEIL GENERAL	2 491 000,00 €	1 124 221,39 €	60 974,09 €			1 063 247,30 €
	2021	PAI NUMERIQUE	4 000,00 €	4 000,00 €				4 000,00 €
	2022	PAI 2021	27 300,00 €	27 300,00 €				27 300,00 €
	2023	PAI 2022	26 386,89 €	- €	1 768,95 €		26 386,89 €	24 617,94 €
TOTAL ETAMPES			2 548 686,89 €	1 155 521,39 €	62 743,04 €	- €	26 386,89 €	1 119 165,24 €
Saint Joseph - Créhen	2017-2023	DEPARTEMENT	800 000,00 €	240 000,00 €			560 000,00 €	800 000,00 €
	2023	PAI ARS	800 000,00 €	- €			800 000,00 €	800 000,00 €
	2021	PAI NUMERIQUE	4 000,00 €	4 000,00 €				4 000,00 €
	2022	PAI 2021	19 348,00 €	17 435,05 €	2 115,72 €			15 319,33 €
	2023	PAI 2022	19 530,00 €	- €			19 530,00 €	19 530,00 €
TOTAL CREHEN			1 642 878,00 €	261 435,05 €	2 115,72 €	- €	1 379 530,00 €	1 638 849,33 €
EHPAD Abbé Charron - Chéroy	2000 à 2005	Subvention avant reprise	758 586,99 €	44 650,70 €	31 034,49 €			13 616,21 €
	2014-2016	DRFIP CNSA	228 300,00 €	188 347,50 €		5 707,50 €		182 640,00 €
	2020	SUBV. MATERIEL	10 349,00 €	6 977,61 €	1 609,57 €			5 368,04 €
	2021	PAI NUMERIQUE	4 000,00 €	4 000,00 €				4 000,00 €
	2022	PAI 2021	26 999,46 €	25 273,44 €	7 742,48 €		- 657,84 €	16 873,12 €
	2023	PAI 2022	28 176,59 €	- €			28 176,59 €	28 176,59 €
	TOTAL CHEROY		1 056 412,04 €	269 249,25 €	40 386,54 €	5 707,50 €	27 518,75 €	250 673,96 €
EHPAD de Blon - Vaudry	2021	PAI NUMERIQUE	4 000,00 €	4 000,00 €				4 000,00 €
	TOTAL VAUDRY		4 000,00 €	4 000,00 €	- €	- €	- €	4 000,00 €
Les Augustines - Meaux	2015	SUBV AVANT REPRISE	11 969,76 €	11 969,76 €				11 969,76 €
	2021	PAI NUMERIQUE	4 000,00 €	4 000,00 €				4 000,00 €
	2022	PAI 2021	45 900,00 €	43 809,75 €	4 590,00 €			39 219,75 €
	2023	PAI 2022	45 594,00 €	- €			45 594,00 €	45 594,00 €
TOTAL MEAUX			107 463,76 €	59 779,51 €	4 590,00 €	- €	45 594,00 €	100 783,51 €
Foyer du Col du Frêne - St Pierre d'Albigny								
TOTAL SAINT PIERRE D'ALBIGNY			- €	- €	- €	- €	- €	- €
			TOTAL 2022	10 532 663,87 €			TOTAL 2023	14 475 952,32 €

Total rep. Subv 2023 579 678,79 €

F.4. Les provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges progressent entre 2022 et 2023.

La principale provision résulte d'une directive européenne qui permet de **maintenir le droit à congé payé pour les personnes en maladie non professionnelle** alors qu'antérieurement, le droit à congé payé était suspendu au-delà de 30 jours.

La provision calculée représente **253 898 €**, soit 60 % de la provision pour les seuls salariés hors effectif.

Au moment de l'établissement des comptes, la transposition en droit français n'était pas encore publiée.

Les hypothèses retenues reposent sur un maximum de 31 jours sur une période de 15 mois.

Les autres provisions sont :

- **Provisions pour risque prud'homale**..... **86 550 €**
- **Modulation du Chiffre d'affaires** en cas d'activité inférieure à 95 %, conformément à la réglementation..... **48 177 €**
- **Taxe foncière non appelée à l'EHPAD Abbé Charron de Chéroy** calculée sur base de 5 années de la Taxe foncière de l'ancien bâtiment **22 500 €**
- **Risque de reprise prévoyance** pour une salariés dont la Sécurité sociale a rejeté la couverture avec effet rétroactif. Le contrat de prévoyance devrait suivre sans certitude de récupération auprès de la salariée sortie des effectifs **17 687 €**

Les reprises de provisions se limitent à une reprise de provisions prud'homales pour 47 500 €.

Provisions pour risques et charges	Solde 2022	PROVISION 2023	UTILISÉ 2023	NON UTILISÉS ET REPRIS AU COURS DE L'EXERCICE	SOLDE 2023
		- €	- €	- €	- €
Notre-Dame de France - Abbeville		- €	- €	- €	- €
CP MALADIE HORS EFFECTIF	- €	11 815 €	- €	- €	11 815 €
AFS -- Fonds de solidarité		- €	- €	- €	- €
RISQUE CONTENTIEUX	- €	58 500 €	- €	- €	58 500 €
RISQUE PRUD'HOMME	102 000 €	- €	- €	- €	102 000 €
Centre Claudine Echernier - Chavanod		- €	- €	- €	- €
CP MALADIE HORS EFFECTIF	- €	18 706 €	- €	- €	18 706 €
EHPAD Abbé Charron - Chéroy		- €	- €	- €	- €
CP MALADIE HORS EFFECTIF	- €	14 377 €	- €	- €	14 377 €
TAXE FONCIERE 5 ANS	- €	22 500 €	- €	- €	22 500 €
Maison Saint Joseph - Créhen		- €	- €	- €	- €
CP MALADIE HORS EFFECTIF	- €	2 440 €	- €	- €	2 440 €
Saint Joseph - Etampes		- €	- €	- €	- €
CP MALADIE HORS EFFECTIF	- €	17 265 €	- €	- €	17 265 €
Beau Site - Haroué		- €	- €	- €	- €
CP MALADIE HORS EFFECTIF	- €	22 782 €	- €	- €	22 782 €
La Providence		- €	- €	- €	- €
CP MALADIE HORS EFFECTIF	- €	9 304 €	- €	- €	9 304 €
RISQUE CONTENTIEUX	- €	28 050 €	- €	- €	28 050 €
Les Augustines - Meaux		- €	- €	- €	- €
CONTENTIEUX CPH	47 500 €	- €	- €	- €	47 500 €
CP MALADIE HORS EFFECTIF	- €	23 616 €	- €	- €	23 616 €
RISQUE CONTENTIEUX CPH MEA-03	47 500 €	- €	47 500 €	- €	- €
EHPAD Jean XXIII - Montferrand-le-Château		- €	- €	- €	- €
CONTENTIEUX CPH	30 000 €	- €	- €	- €	30 000 €
CP MALADIE HORS EFFECTIF	- €	23 497 €	- €	- €	23 497 €
Maison des Augustines - Pont-de-Beauvoisin		- €	- €	- €	- €
CP MALADIE HORS EFFECTIF	- €	13 727 €	- €	- €	13 727 €
Centre Desfontaines - Quincy-sous-Sénart		- €	- €	- €	- €
CP MALADIE HORS EFFECTIF	- €	6 074 €	- €	- €	6 074 €
Retraitement		- €	- €	- €	- €
50% CHQ ENERGIE	28 621 €	- €	- €	- €	28 621 €
MODULATION CA DEP	5 312 €	- €	- €	- €	5 312 €
MODULATION CA HEB	32 371 €	48 177 €	- €	- €	80 548 €
La Compassion - Saint Firmin		- €	- €	- €	- €
CP MALADIE HORS EFFECTIF	- €	17 537 €	- €	- €	17 537 €
Siège social		- €	- €	- €	- €
CP MALADIE HORS EFFECTIF	- €	4 799 €	- €	- €	4 799 €
Foyer du Col du Frêne - Saint Pierre d'Albigny		- €	- €	- €	- €
CP MALADIE HORS EFFECTIF	- €	16 774 €	- €	- €	16 774 €
Les Fassoles - Talant		- €	- €	- €	- €
CP MALADIE HORS EFFECTIF	- €	29 948 €	- €	- €	29 948 €
RISQUE REPRIS PREV. APGIS	- €	17 687 €	- €	- €	17 687 €
EHPAD de Blon - Vaudry		- €	- €	- €	- €
CP MALADIE HORS EFFECTIF	- €	5 923 €	- €	- €	5 923 €
Saint Vincent de Paul - Yvré l'Evêque		- €	- €	- €	- €
CP MALADIE HORS EFFECTIF	- €	15 313 €	- €	- €	15 313 €
Total général	293 303 €	428 813 €	47 500 €	- €	674 616 €

F.5. Les provisions pour indemnités de fin de carrière

Les provisions pour indemnités de fin de carrière progressent entre les deux exercices sur base du détail ci-après :

Indemnités fin de carrière	Solde 2022	PROVISION 2023	UTILISE 2023	NON UTILISES ET REPRIS AU COURS DE L'EXERCICE	SOLDE 2023
	788 490 €	259 154 €	157 662 €	- €	
Notre-Dame de France - Abbeville	97 994 €	7 206 €	13 029 €	- €	92 171 €
Centre Claudine Echernier - Chavanod	15 836 €	7 202 €	3 573 €	- €	19 465 €
EHPAD Abbé Charron - Chéroy	19 218 €	7 052 €	- €	- €	26 270 €
Maison Saint Joseph - Créhen	83 092 €	34 506 €	5 032 €	- €	112 565 €
Saint Joseph - Etampes	42 237 €	18 039 €	- €	- €	60 276 €
Beau Site - Haroué	19 459 €	8 743 €	- €	- €	28 202 €
La Providence - La Flèche	54 957 €	15 345 €	24 056 €	- €	46 246 €
Les Augustines - Meaux	116 654 €	27 287 €	45 206 €	- €	98 735 €
Jean XXIII - Montferland-le-Château	70 612 €	16 530 €	34 070 €	- €	53 072 €
Le Prieuré - Pontchâteau	52 836 €	13 965 €	- €	- €	66 801 €
Maison des Augustines - Pont-de-Beauvoisin	38 118 €	8 395 €	14 798 €	- €	31 715 €
Centre Desfontaines - Quincy-sous-Sénart	34 049 €	13 804 €	- €	- €	47 853 €
RETRAITEMENT	- €	6 501 €	- €	- €	6 501 €
La Compassion - Saint Firmin	20 616 €	7 018 €	- €	- €	27 633 €
Siège social	25 275 €	27 025 €	- €	- €	52 299 €
Foyer du Col du Frêne - Saint Pierre d'Albigny	- €	1 356 €	- €	- €	1 356 €
Les Fassoles - Talant	34 049 €	13 433 €	6 615 €	- €	40 867 €
EHPAD de Blon - Vaudry	43 278 €	16 241 €	9 814 €	- €	49 704 €
Saint Vincent de Paul - Yvré l'Evêque	20 212 €	9 508 €	1 470 €	- €	28 250 €
Total général	788 490 €	259 154 €	157 662 €	- €	889 982 €

Commentaire

Comme précisé dans les changements de méthode, le calcul repose désormais sur la méthode actuarielle calculée à l'aide du logiciel « espace IFC » avec les hypothèses précisées page 45.

F.6. Dettes financières

L'état des dettes financières s'établit comme suit :

	Montant au 31/12/2022	Variation 2023	Montant au 31/12/2023	Échéances à <1 an	Échéances à >1 et <5 ans	Échéances à >5 ans
Prêts bancaires	51 272 921	-2 681 631	48 591 290	2 913 373	11 775 288	33 902 428
CREDIT COOPERATIF	18 021 195	-698 660	17 322 535	710 715	2 967 681	13 643 937
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 023 921	-291 899	2 732 022	300 352	814 781	1 616 889
CAISSE D'EPARGNE	2 773 433	-190 076	2 583 357	193 466	810 008	1 579 882
CREDIT FONCIER	1 753 951	-65 420	1 688 531	227 894	826 810	633 827
DEXIA	22 523 153	-1 291 321	21 231 832	1 331 486	5 702 268	14 198 078
SOCIETE GENERALE	3 177 268	-144 255	3 033 013	149 459	653 739	2 229 815
Découvert bancaire	7 161 754	10 473 682	17 635 436	17 635 436		
Prêts aidés	297 213	-116 820	180 393	108 699	3 377	3 377
Dépôts de garantie	2 131 648	80 646	2 212 294			2 212 294
TOTAL	60 863 536	7 755 877	68 619 413	20 657 507	11 778 665	36 118 099

Commentaires

- Aucun nouvel emprunt sur l'exercice
- Seuls les dépôts de garantie des résidents progressent pour atteindre 2 212 294 € représentant près de 4 % de la dette restant due au 31/12/2023

Le tableau suivant présente le détail par établissement.

2023

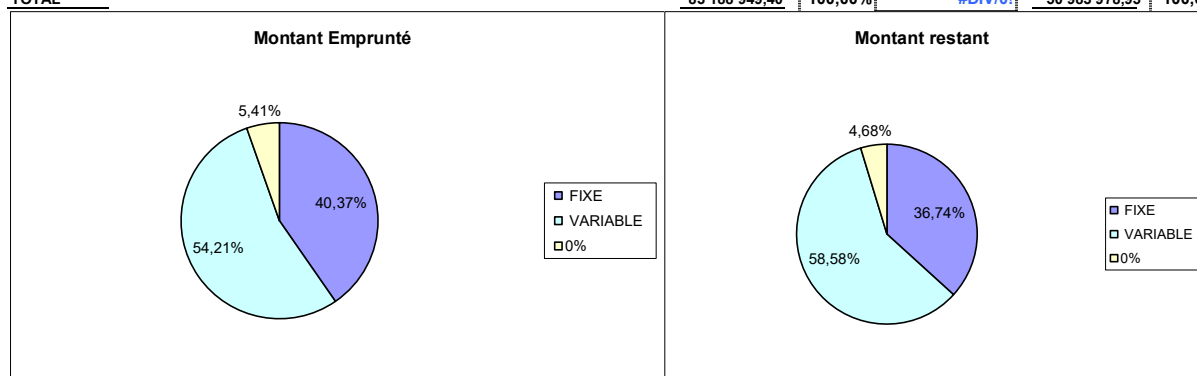
Emprunt à taux :	Organisme prêteur	% répartition entre éta	COMMENTAIRES	EMPRUNT SIGNE	%	TAUX ACTUEL	RESTANT 2023	%
---------------------	-------------------	----------------------------	--------------	---------------	---	-------------	--------------	---

FIXE	Siège Social - Lille	0,00%	SIE	-			-	
	Les Augustines – Le Pont de Beauvoisin	0,00%	PDB	-		0,00%	-	
	Notre Dame De France – Abbeville	6,63%	ABB	2 225 755		6,35%	750 834	
	Jean XXIII – Montferrand Le Château	2,04%	MLC	686 188		1,36%	102 928	
	Le prieure	0,00%	PCH	-		0,00%	-	
	La Providence – La Flèche	29,77%	LFL	10 000 000		3,02%	4 813 485	
	La Compassion – Saint Firmin	0,00%	SFI	-		0,00%	-	
	Saint Vincent de Paul – Yvré L'Evêque	15,18%	YLE	5 100 000		3,75%	1 555 500	
	Les Fassoies – Talant	0,00%	TAL	-			-	
	Centre Desfontaines – Quincy Sous Sénart	11,91%	QSS	4 000 000		1,77%	2 583 358	
	Centre Echernier - Chavanod	0,00%	CHA	-			-	
	Beau Site - Haroué	5,06%	HAR	1 700 000		5,08%	1 208 725	
	Saint Joseph - Etampes	8,34%	ETA	2 800 000		3,46%	2 048 757	
	Saint Joseph - Crêhen	0,00%	CRE	-			-	
	Saint Joseph - Chéroy	11,91%	CHE	4 000 000		3,56%	3 033 013	
	EHPAD de Blon - Vaudry	8,93%	VAU	3 000 000		0,00%	2 626 515	
	Foyer du col du frêne - Saint Pierre d'Albigny	0,00%	SPA	-		-	-	
	Maison des Augustines - Meaux	0,22%	MEA	73 940		1,00%	7 638	
				33 585 883	40,37%	2,88%	18 730 754	36,74%

VARIABLE	Siège Social - Lille	0,00%	SIE	-			-	
	Les Augustines – Le Pont de Beauvoisin	5,10%	PDB	2 300 000		203,38%	1 699 933	
	Notre Dame De France – Abbeville	6,42%	ABB	2 896 531			494 575	
	Jean XXIII – Montferrand Le Château	0,00%	MLC	-			-	
	Le Prieuré – Pontchâteau	7,37%	PCH	3 323 476		3,85%	1 097 696	
	La Providence – La Flèche	0,00%	LFL	-		0,00%	-	
	La Compassion – Saint Firmin	0,00%	SFI	-		0,00%	-	
	Saint Vincent de Paul – Yvré L'Evêque	0,00%	YLE	-		0,37%	-	
	Les Fassoies – Talant	0,00%	TAL	-			-	
	Centre Desfontaines – Quincy Sous Sénart	0,00%	QSS	-			-	
	Centre Echernier - Chavanod	19,96%	CHA	9 000 000		3,50%	5 711 833	
	Beau Site - Haroué	11,31%	HAR	5 100 000		2,63%	3 759 331	
	Saint Joseph - Etampes	10,42%	ETA	4 700 000		3,13%	3 280 200	
	Saint Joseph - Crêhen	0,00%	CRE	-			-	
	Saint Joseph - Chéroy	13,26%	CHE	5 979 839		3,78%	4 070 743	
	EHPAD de Blon - Vaudry	8,87%	VAU	4 000 000			3 532 341	
	Foyer du col du frêne - Saint Pierre d'Albigny	17,29%	SPA	7 800 000		3,79%	6 221 523	
	Maison des Augustines - Meaux	0,00%	MEA	-		#DIV/0!	-	
				45 099 846	54,21%	#DIV/0!	29 868 176	58,58%

0%	Siège Social - Lille	0,00%	SIE	-			-	
	Les Augustines – Le Pont de Beauvoisin	14,13%	PDB	636 276			209 096	
	Notre Dame De France – Abbeville	2,57%	ABB	115 828			115 828	
	Jean XXIII – Montferrand Le Château	5,10%	MLC	229 687			229 687	
	Le Prieuré – Pontchâteau	13,13%	PCH	591 487			107 606	
	La Providence – La Flèche	5,18%	LFL	233 195			233 195	
	La Compassion – Saint Firmin	1,48%	SFI	66 801			66 801	
	Saint Vincent de Paul – Yvré L'Evêque	2,99%	YLE	134 512			134 512	
	Les Fassoies – Talant	4,16%	TAL	187 466			187 466	
	Centre Desfontaines – Quincy Sous Sénart	1,71%	QSS	76 800			76 800	
	Centre Echernier - Chavanod	8,35%	CHA	375 836			165 836	
	Beau Site - Haroué	0,40%	HAR	182 168			134 893	
	Saint Joseph - Etampes	3,39%	ETA	152 666			152 666	
	Saint Joseph - Crêhen	1,53%	CRE	69 000			69 000	
	Saint Joseph - Chéroy	10,22%	CHE	460 384			125 490	
	EHPAD de Blon - Vaudry	2,22%	VAU	100 045			100 045	
	Foyer du col du frêne - Saint Pierre d'Albigny	0,00%	SPA	-			-	
	Maison des Augustines - Meaux	19,79%	MEA	891 068			276 127	
				4 503 220	5,41%	0,00%	2 385 049	4,68%

TOTAL 83 188 949,40 100,00% #DIV/0! 50 983 978,93 100,00%



Le tableau suivant présente les hypothèques et garanties.

Aucun nouveau élément en 2023.

Par rapport à 2022, suppression d'une ligne à l'EHPAD Abbé Charron de Chéroy suite à l'arrivée à terme d'un emprunt CDC de 662 086 € garanti à 100 % par le Conseil Départemental de l'Yonne.

ETABLISSEMENT	HYPOTHEQUES		GARANTIES	
	Montant	Commentaires	Montant	Commentaires
Maison des Augustines - Pont-de-Beauvoisin			650 000,00 €	50% du prêt pls de 1,3M par la commune de Pont de Beauvoisin
Maison des Augustines - Pont-de-Beauvoisin			650 000,00 €	50% du prêt pls de 1,3M par le CD Savoie
Maison des Augustines - Pont-de-Beauvoisin			500 000,00 €	50% du prêt de 1M par la commune de Pont de Beauvoisin
Maison des Augustines - Pont-de-Beauvoisin			500 000,00 €	50% du prêt de 1M par le CD Savoie
Notre-Dame de France - Abbeville			2 225 755,00 €	100% du prêt CDC par CD Somme
Notre-Dame de France - Abbeville			2 896 531,33 €	100% du prêt CFF par CD Somme
Jean XXIII - Montferrand-le-Château	686 188,00 €	promesse d'affectation hypothécaire DEXIA Belgique		
Le Prieuré - Pontchâteau			1 250 000,00 €	50% du prêt CFF de 2,5M par le CD Loire Atlantique
Le Prieuré - Pontchâteau			1 250 000,00 €	50% du prêt CFF de 2,5M par la commune de Pontchâteau
Le Prieuré - Pontchâteau			800 000,00 €	100% du prêt CDC par la commune de Pontchâteau
La Providence - La Flèche			5 000 000,00 €	50% du prêt DEXIA de 10M par le CD Sarthe
La Providence - La Flèche			5 000 000,00 €	50% du prêt DEXIA de 10M par la commune de la Flèche
St Vincent de Paul - Yvré l'Évêque			4 080 000,00 €	80% du prêt PLS de 5,1M par le CD Sarthe
Les Fassoles - Talant				
Centre Desfontaines - Quincy-sous-Sénart				
Centre Claudine Echemier - Chavanod			9 000 000,00 €	100% du prêt PLS par le CD de haute Savoie
Beau Site - Haroué			1 020 000,00 €	20% du prêt PLS de 5,1M par la communauté de communes du Saintois
Beau Site - Haroué			4 080 000,00 €	80% du prêt PLS de 5,1M par le CD de Meurthe et Moselle
Beau Site - Haroué			1 360 000,00 €	80% du prêt Dexia de 1,7M par le CD de Meurthe et Moselle
Beau Site - Haroué			340 000,00 €	20% du prêt Dexia de 1,7M par la communauté de communes du Saintois
Maison St Joseph - Créhen				
Saint Joseph - Etampes			2 800 000,00 €	100% du prêt CDC par le CD de l'Essonne
Saint Joseph - Etampes			4 700 000,00 €	100% du prêt PLS par le CD de l'Essonne
EHPAD Abbé Charron - Chéroy			334 894,00 €	100% du prêt CRAM par le CD de l'Yonne
EHPAD Abbé Charron - Chéroy			479 839,00 €	100% du prêt CDC par le CD de l'Yonne
EHPAD Abbé Charron - Chéroy			5 500 000,00 €	100% prêt BFCC par le CD Yonne
EHPAD Abbé Charron - Chéroy			4 000 000,00 €	100% prêt CDN par le CD Yonne
EHPAD de Blon - Vaudry			5 250 000,00 €	75% de l'emprunt par nantissement de placements BFCC
Foyer du Col du Frêne - St Pierre d'Albigny			7 800 000,00 €	100% du prêt PLS BFCC par le Département de Savoie
La Compassion - Saint Firmin				
Les Augustines - Meaux				
TOTAL	686 188,00 €		71 467 019,33 €	

F.7. Dettes fournisseurs

Le tableau suivant montre une évolution significative des dettes fournisseurs (+32 %) qui s'explique pour les 2/3 par l'augmentation des dettes sur immobilisations en raison des chantiers en cours à Montferrand-le-Château et Créhen.

	Montant au 31/12/2022	Variation 2023	Montant au 31/12/2023
Fournisseurs	1 196 653	884 807	2 081 460
Fournisseur d'immobilisation	351 389	613 737	965 125
Fournisseurs factures à recevoir	1 429 373	-494 026	935 348
Fournisseurs factures à recevoir d'immobilisation	48 397	-23 241	25 156
Total	3 025 812	981 277	4 007 089

F.8. Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales progressent de 21 % dont 1/3 s'explique par une augmentation des provisions et charges sur congés payés et 20 % par la hausse de la TVA collectée dans le cadre des travaux.

	Montant au 31/12/2022	Variation 2023	Montant au 31/12/2023
Impôts, taxes et versements assimilés	929 133	416 441	1 345 574
Personnel	642 244	12 880	655 124
Organismes sociaux	4 935 322	1 031 396	5 966 718
Provisions congés payés, précarité	2 497 221	413 728	2 910 949
Total	9 003 921	1 874 444	10 878 365

Commentaire

Toutes les dettes sont exigibles à moins d'un an, sauf la TVA collectée qui sera payée un an après l'achèvement des travaux.

F.9. Autres éléments du passif

	Montant au 31/12/2022	Variation 2023	Montant au 31/12/2023
Avances, acomptes sur commande et autres dettes	457 792 €	+8 491 €	466 283 €
Produits constatés d'avance	40 249 €	-16 441 €	23 808 €
TOTAL	498 041 €	-7 950 €	490 091 €

G. Informations sur les postes du compte de résultat

G.1. Cotisation

Sans objet car non prévu aux statuts de l'ACIS-France

G.2. Concours publics et subventions

Les subventions d'investissement sont présentées au *Point F. « Information sur les postes du passif » – Point F.3 « Les subventions d'investissement »*

Quant aux subventions d'exploitation, elles se limitent à :

Etablissement	Montant	Libellé	PCA	Solde du compte au 31/12/2023
Maison des Augustines Pont-de-Beauvoisin	2 000 €	Médiation animale	2 000 €	0 €
La Compassion Saint Firmin	1 150 €	AAP Fondation Bruneau		1 150 €
	120 €	Pôle emploi		120 €
Centre Claudine Echernier Chavanod	5 043 €	Solde subvention 2021		5 043 €
EHPAD de Blon Vaudry	1 586 €	Solde subvention télémedecine		1 586 €
	9 020 €	Formation prise en charge des personnes handicapées vieillissantes		9 020 €
Maison Saint Joseph Créhen	1 490 €	Solde AAP activité physique		1 490 €
	400 €	Mairie Dinan		400 €
	500 €	Département		500 €
	2 430 €	Atelier équilibre	1 530 €	900 €
Total	23 739 €		3 530 €	20 209 €

G.3. Chiffre d'affaires et produits de tarification

Le cumul du Chiffre d'affaires et des produits de tarification s'élève à 79 204 519 € et se décompose comme suit :

- Chiffres d'affaires :1 447 766 €
- Produits de tarification :77 756 753 €

- L'ACIS-France compte deux secteurs :
 - La personne âgée à travers ses EHPAD
 - La personne en situation de handicap à travers le Foyer du Col du Frêne à Saint Pierre d'Albigny.

G.4. Contribution volontaire en nature

Sans objet.

G.5. Mises à disposition gratuites de bien

Sans objet.

G.6. Transfert à un autre projet des ressources dédiées à un projet défini, non totalement utilisées

Dans le cadre de la 2^{ème} campagne budgétaire 2022, deux fois 1 000 € de Crédits Non Reconductibles ont été accordés à La Compassion à Saint Firmin et Beau Site à Haroué pour financer un distributeur de solution hydroalcoolique nécessaire dans chaque établissement. Nous avons consulté l'ARS Grand Est qui en date du 23/10/2023 a autorisé le transfert de cette somme pour l'acquisition d'un chariot de ménage dans chaque établissement pour le même montant.

G.7. Autres informations

a) Quote-part de résultat sur opérations réalisées en commun.

Ce sont les frais de siège social arrêté par le Président du Conseil Départemental du Nord calculés sur les charges N-2.

b) Produits et charges exceptionnels

Le résultat exceptionnel est présenté avec des montants semblables entre les deux exercices.

En 2023, nous constatons une progression de la valorisation des éléments d'actif cédés suite à la vente de véhicules à un montant supérieur à la valeur nette comptable.

Produits exceptionnels

	2022	2023
Liberalités reçues	4 370	42 590
Produits d'éléments d'actifs cédés	20 100	55 000
Quote part de subventions d'investissement	621 638	579 679
Reprises sur autres provisions réglementées	24 649	0
Total	670 757	677 269

Charges exceptionnelles

	2022	2023
Charges exceptionnelles	1 829	1 351
Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	729	31 516
Total	2 558	32 868

Résultat exceptionnel	668 198	644 401
------------------------------	----------------	----------------

G.8. Transfert de charges

	2022	2023
Refacturations partenaires	33 064,04	29 018,31
Remboursements assurance	24 297,48	48 012,01
Autres	2 047,00	3 034,77
Total	59 408,52	80 065,09

Commentaires

- Refacturation partenaires : Il s'agit essentiellement de refacturation aux congrégations comme l'aide à la gestion pour le Carmel de Caen en 2023 avec l'intervention d'un jour par semaine de la Directrice de l'EHPAD de Blon à Vaudry et de manière moins importante des prestations aux autres Congrégations.
- Remboursements assurances : Il s'agit de sinistres couverts dans le cadre de notre contrat d'assurances.

H. Autres informations

H.1. Transactions avec les contreparties

Sans objet.

H.2. Les honoraires du Commissaire aux comptes

Conformément à la consultation lancée en avril 2023, nous avons reçu 4 offres lesquelles ont été analysées au Conseil d'Administration et présentées à l'Assemblée Générale du 13 juin 2023. SLG a été retenu sur base de son offre du 19 mai 2023 au prix de 36 000 € tout compris, intégrant tous les frais.

SLG a prévu une augmentation de 1 % l'an à périmètre constant, soit un prix ferme, définitif, non révisable et non ré-actualisable.

Année	Montant
2023	36 000,00 €

En sus, il est d'ores et déjà prévu un forfait de 1 500 € TTC pour l'intégration d'un nouvel établissement.

H.3. Informations sur les opérations et engagements envers les dirigeants

Le montant global des engagements contractés pour pensions de retraite au profit des 24 cadres dirigeants ayant travaillé en tout ou partie en 2023 est de 75 399 €.

H.4. Engagements en matière de pensions et indemnités assimilées

L'Association applique les règles de la Convention Collective 1951 concernant les montants des indemnités de départs en retraite.

H.5. Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés et avantages en nature alloués

Salaire brut	Dont avantages en nature
368 334 €	10 914 €

H.6. Opérations non inscrites au bilan – informations hors bilan

Sans objet.

H.7. Effectifs

L'effectif total moyen en ETP en 2023 est de 1 060 ETP dont 954 employés, 39 agents de maintenance et 67 cadres.

I. Informations spécifiques pour les activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif

Ce dernier tableau permet de déterminer le résultat effectif global de l'Association en prenant en compte la part des résultats antérieurs afin de déterminer le résultat à affecter.

	Exercice 2022	Exercice 2023
RESULTAT COMPTABLE	-3 647 569,10	3 976 883,76
Reprise du résultat antérieur	74 564,44	51 213,27
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	-3 573 004,66	4 028 097,03
Dont résultat effectif sous gestion propre	0,00	0,00
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	-3 573 004,66	4 028 097,03

J. Bilan et compte de résultat proforma

Le bilan et le compte de résultat présentés dans les pages suivantes permettent de conformer la présentation des comptes 2022 sur base des mêmes critères que ceux retenus en 2023.

En effet, les changements portent essentiellement sur :

- Les lignes « dont activité contrôlée ». Nous considérons que 100 % de notre activité est contrôlée tant au niveau du bilan que du compte de résultat.
- Les résultats d'exploitation et exceptionnel ont été modifiés car en 2022 les produits et charges sur exercices antérieurs sont restés en exceptionnel alors qu'ils auraient dû être reclassés en exploitation (vente de prestations de services).
- Les ventes de biens sont incorporées à la vente de prestations de services en 2023.

Bilan proforma

ACIS FRANCE regroupée

ACTIF	2022 validé en 2022	2022 sur le N-1 de 2023	ECART
	NET	NET	
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations Incorporelles			
Frais d'établissement	229 144,03	229 144,03	-
Frais de recherche et de développement	-		-
Donations temporaires d'usufruit	-		-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	31 287,61	31 287,61	-
Immobilisations incorporelles en cours	-		-
Avances et acomptes	-		-
Immobilisations Corporelles			
Terrains	6 992 601,92	6 992 601,92	-
Constructions	66 750 886,63	66 750 886,63	-
Installations techniques matériel et outillage industriels	7 980 404,28	7 980 404,28	-
Autres immobilisations corporelles	-		-
Immobilisations corporelles en cours	7 553 319,82	7 553 319,82	-
Avance et acomptes	-		-
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Immobilisations Financières			
Participations et Créances rattachées	-		-
Autres titres immobilisées	1 233 151,50	1 233 151,50	-
Prêts	1 335 995,86	1 335 995,86	-
Autres	3 126,00	3 126,00	-
TOTAL I	92 109 917,65	92 109 917,65	-
ACTIF CIRCULANT			
Stocks et encours	495 393,42	495 393,42	-
Avances et acomptes versées sur commandes	-		-
Créances			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 058 436,50	2 058 436,50	-
Créances reçues par legs ou donations	-		-
Autres	989 988,86	989 988,86	-
Valeurs mobilières de placement	53 149 499,60	53 149 499,60	-
Instruments de trésorerie			
Disponibilités	17 903 562,48	17 903 562,48	-
Charges constatées d'avance	605 184,58	605 184,58	-
TOTAL II	75 202 065,44	75 202 065,44	-
Frais d'emission des emprunts (III)	-		-
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-		-
Ecarts de conversion Actif (V)	-		-
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	167 311 983,09	167 311 983,09	-

Bilan proforma

ACIS FRANCE regroupée

PASSIF	2022 validé en 2022	2022 sur le N-1 de 2023	ECART
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires	28 076 309,73	28 076 309,73	-
Fonds propres complémentaires	550 611,05	550 611,05	-
Fonds propres avec droit de reprise			-
Fonds propres statutaires			-
Fonds propres complémentaires			-
Ecart de réévaluation	3 203 661,63	3 203 661,63	-
Réserves			-
Réserves			-
Réserves statutaires ou contractuelles			-
Réserves pour projet de l'entité	28 575 967,43	28 575 967,43	-
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion</i>	<i>28 563 336,28</i>	<i>28 575 967,43</i>	12 631,15
Autres	11 842 415,20	11 842 415,20	-
Report à nouveau	6 384 135,93	6 384 135,93	-
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion</i>	<i>3 743 221,40</i>	<i>6 384 135,93</i>	2 640 914,53
Excédent ou déficit de l'exercice	- 3 647 569,10	- 3 647 569,10	-
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion</i>	<i>- 3 519 751,28</i>	<i>- 3 647 569,10</i>	- 127 817,82
Situation nette (sous-total)	74 985 531,87	74 985 531,87	-
Fonds propres consommables			-
Subventions d'investissement	10 532 664,10	10 532 664,10	-
Provisions réglementées			-
TOTAL I	85 518 195,97	85 518 195,97	-
FONDS REPORTES ET DEDIES			-
Fonds reportés liés aux legs et donations			-
Fonds dédiés	7 292 326,87	7 292 326,87	-
TOTAL II	7 292 326,87	7 292 326,87	-
PROVISIONS			-
Provisions pour risques	293 303,18	293 303,18	-
Provisions pour charges	788 490,18	788 490,18	-
TOTAL III	1 081 793,36	1 081 793,36	-
DETTES			-
Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associatifs)			-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	58 463 031,91	58 463 031,91	-
Emprunts et dettes financières diverses	2 428 861,57	2 428 861,57	-
Avances et acompte sur commandes			-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 626 026,39	2 626 026,39	-
Dettes des legs ou donations			-
Dettes fiscales et sociales	9 003 920,61	9 003 920,61	-
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés	399 785,86	399 785,86	-
Autres dettes	457 791,77	457 791,77	-
Instruments de trésorerie			-
Produits constatés d'avance	40 248,78	40 248,78	-
TOTAL IV	73 419 666,89	73 419 666,89	-
Ecart de conversion Passif (V)			-
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	167 311 983,09	167 311 983,09	-

Compte de résultat proforma

ACIS FRANCE regroupée

	2022 validé en 2022		2022 sur le N-1 de 2023		Variation
	Montant	%	Montant	%	
PRODUITS D'EXPLOITATION					
Cotisations					
Ventes de biens et services	875 680,09 €		1 068 124,70	1,42	192 444,61
Ventes de biens	1 714,90 €				1 714,90
dont vente de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales					-
dont ventes de biens en nature					-
Ventes de prestations de service	873 965,19 €		1 068 124,70	1,42	194 159,51
dont vente de prest. activités sociales et médico-sociales			1 068 124,70	1,42	1 068 124,70
dont parrainages					-
Production vendue (bien)					-
Production vendue (services)					-
Chiffre d'affaires					-
Produits de tiers financeurs	75 165 290,58 €		75 165 290,58	100,14	-
Concours publics et subventions d' exploitation	75 165 290,58 €		75 061 105,02	100,00	104 185,56
dont contributions fin. des autorités de tarif. des ESMS			46 364 747,90	61,77	46 364 747,90
Subventions d'exploitation			104 185,56	0,14	104 185,56
Versements fondateurs ou consommations dotation consommable					-
Ressources liées à la générosité du public					-
Dons manuels					-
Mécénats					-
Legs, donations et assurances-vie					-
Ressources liées à la générosité du public					-
Contributions financières					-
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	657 488,74 €		657 488,74	0,88	-
Utilisation des fonds dédiés	409 939,01 €		409 939,01	0,55	-
Autres produits	1 778 171,06 €		1 778 171,06	2,37	-
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	78 886 569,48 €		79 079 014,09	105,35	192 444,61
CHARGES D'EXPLOITATION					-
Achats de marchandises	4 904 206,64 €		4 904 206,64	6,53	-
Variation de stocks	121 049,50 €		121 049,50	0,16	-
Achats de matières premières et autres					-
Autres achats et charges externes	9 476 428,61 €		9 476 428,61	12,62	-
Aides financières					-
Impôts, taxes et versements assimilés	5 323 357,97 €		5 323 357,97	7,09	-
Salaires et traitements	35 867 224,35 €		35 919 313,12	47,85	52 088,77
Charges sociales	15 230 509,09 €		15 178 420,32	20,22	52 088,77
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 525 974,15 €				6 525 974,15
Dotations aux amortissements			6 107 819,44	8,14	6 107 819,44
Autres charges			192 057,99	0,26	192 057,99
Dotations aux provisions			418 154,71	0,56	418 154,71
Dotations					-
Dotations aux provisions					-
Reports en fonds dédiés	499 730,26 €		499 730,26	0,67	-
Autres charges	84 728,62 €				84 728,62
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	77 791 110,19 €		77 898 439,56	103,78	107 329,37
1- RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	1 095 459,29 €		1 180 574,53	1,57	85 115,24
PRODUITS FINANCIERS					-
De participations	- €		-		-
D'autres valeurs mobilières, créances de l'actif immobilisé	- €		1 241 695,84	1,65	1 241 695,84
Autres intérêts et produits assimilés	1 260 312,98 €		18 617,14	0,02	1 241 695,84
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	- €		-		-
Différences positives de change	- €		-		-
Produits net sur cessions des valeurs mobilières de placements	- €		-		-
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III	1 260 312,98 €		1 260 312,98	1,68	-
CHARGES FINANCIERES					-
Dotations aux amortissements, au dépréciations et aux provisions	5 255 354,00 €		5 255 354,00	7,00	-
Intérêts et charges assimilées	1 365 141,10 €		1 365 141,10	1,82	-
Différences négatives de change					-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	- €				-
CHARGES FINANCIERES TOTAL IV	6 620 495,10 €		6 620 495,10	8,82	-
2- RESULTATS FINANCIERS (III - IV)	- 5 360 182,12 €		- 5 360 182,12	- 7,14	-
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	- 4 264 722,83 €		- 4 179 607,59	- 5,57	85 115,24

PRODUITS EXCEPTIONNELS					-
Sur opérations de gestion	196 814,61 €		4 370,00	0,01	- 192 444,61
Sur opérations en capital	641 737,63 €		24 649,19	0,03	- 617 088,44
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	24 649,19 €		641 737,63	0,85	- 617 088,44
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V	863 201,43 €		670 756,82	0,89	- 192 444,61
Charges exceptionnelles					-
Sur opérations de gestion	109 158,37 €		1 829,00	-	- 107 329,37
Sur opérations en capital	729,42 €		729,42	-	-
Dotation aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	- €				-
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI	109 887,79 €		2 558,42	-	- 107 329,37
4- RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	753 313,64 €		668 198,40	0,89	- 85 115,24
PARTICIPATION DES SALAIRES VII					-
IMPOTS SUR LES BENEFICES VIII	136 159,91 €		136 159,91	0,18	-
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	81 010 083,89 €		81 010 083,89	107,93	-
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	84 657 652,99 €		84 657 652,99	112,78	-
EXEDENT ou DEFICIT	- 3 647 569,10 €		- 3 647 569,10	- 4,86	0,00 €
Le résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	- €		- 3 647 569,10		3 647 569,10 €

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
Contributions produits					-
Dons en nature					-
Prestations en nature	1 620,00			-	1 620,00
Bénévolat	75 223,25			-	75 223,25
CONTRIBUTIONS PRODUITS	76 843,25			-	76 843,25
Contributions charges					-
Secours en nature					-
Mises à disposition gratuite de biens et services	1 620,00			-	1 620,00
Prestations en nature					-
Personnel bénévole	75 223,25			-	75 223,25
CONTRIBUTIONS CHARGES	76 843,25			-	76 843,25